



**HAL**  
open science

# L'Asie du XXI<sup>e</sup> siècle ressemble-t-elle à l'Europe d'avant 1914 ?

Pierre Grosser

► **To cite this version:**

| Pierre Grosser. L'Asie du XXI<sup>e</sup> siècle ressemble-t-elle à l'Europe d'avant 1914 ?. 2014. hal-01064752

**HAL Id: hal-01064752**

**<https://sciencespo.hal.science/hal-01064752>**

Submitted on 17 Sep 2014

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

# LABORATOIRE DE L'IRSEM





L'ASIE DU XXI<sup>ÈME</sup> SIÈCLE RESSEMBLE-T-ELLE  
A L'EUROPE D'AVANT 1914 ?

*PIERRE GROSSER*

AVERTISSEMENT

Les opinions émises dans ce document  
n'engagent que leurs auteurs.  
Elles ne constituent en aucune manière  
une position officielle du ministère de la défense.

## **LABORATOIRES DE L'IRSEM DÉJÀ PARUS :**

- 1- L'ASIE DU NORD-EST FACE À LA MONTÉE EN PUISSANCE DE LA CHINE
- 2- L'IMPACT DU PARTENARIAT ENTRE LES BRIC (BRÉSIL, RUSSIE, INDE ET CHINE) ET LES PAYS AFRICAINS SUR L'ÉVOLUTION DU RÉGIONALISME SÉCURITAIRE
- 3- L'ARMÉE AUSTRALIENNE DANS LA GUERRE DU VIETNAM
- 4- LA « RECONSTRUCTION POST-CONFLIT ». IMPLICATIONS ET LIMITES D'UN CONCEPT MULTIDIMENSIONNEL.
- 5- AN UNPRECEDENTED POWER SHIFT AND THE REVIVAL OF EAST ASIA
- 6- ATELIER DE RÉFLEXION PORTANT SUR DES PROPOSITIONS D'ÉVOLUTION DES MODALITÉS DE CONTRACTUALISATION ET DE CONDUITE DES PROGRAMMES D'ARMEMENT
- 7- THE ROLE OF GREENLAND IN THE ARCTIC
- 8- RÉFLEXION SOCIÉTALE SUR LES INTERFACES CERVEAU-MACHINE POUR L'HOMME ET IMPLICATIONS POUR LA DÉFENSE
- 9- LA FORMATION D'ARMÉES ÉTRANGÈRES. ÉTUDE COMPARATIVE DES POLITIQUES DES PRATIQUES DES ANNÉES 1950 À 2010.
- 10- L'ACADÉMIE DE LA BOUE. REGARDS CROISÉS SUR L'APPRENTISSAGE DES FORCES ARMÉES
- 11- LA GESTION DE LA CRISE LIBYENNE PAR L'UNION AFRICAINE : CHRONIQUE D'UNE IMPUISSANCE ANNONCÉE
- 12- LE ROLE SOCIAL DES ARMÉES : PERSPECTIVES COMPARATIVES ET ACTUALITÉ
- 13- MÉDIATION RÉGIONALE : LE CAS ISRAËLO-PALESTINIEN
- 14- LA PAIX PAR LE COMMERCE, DE L'ÉPOQUE MODERNE A NOS JOURS - MYTHE ET RÉALITE
- 15- DE L'ASYMÉTRIE CAPACITAIRE A L'ASYMÉTRIE DES BUTS DE GUERRE : REPENSER LE RAPPORT DE FORCE DANS LES CONFLITS IRRÉGULIERS
- 16- LA COOPÉRATION INTERNATIONALE ET BILATÉRALE EN MATIÈRE DE CYBERSÉCURITÉ : ENJEUX ET RIVALITÉS
- 17- ENVIRONMENTAL SECURITIZATION WITHIN THE UNITED NATIONS : A POLITICAL ECOLOGY PERSPECTIVE
- 18- LA RÉFORME DES SYSTÈMES DE SÉCURITÉ : QUEL DIFFÉRENTIEL FRANÇAIS ?
- 19- PENSER LA CONFIANCE DANS L'ARMÉE : POUR UN PROGRAMME DE RECHERCHE
- 20- SOCIOLOGIE D'UNE AUTRE BATAILLE. LA COUVERTURE MEDIATIQUE D'UNE INTERVENTION MILITAIRE EN LIBYE. ANALYSE COMPARÉE : FRANCE, ROYAUME-UNI, ALLEMAGNE

L'Institut de recherche stratégique de l'École militaire (IRSEM) a pour mission de promouvoir la recherche sur les questions de défense et d'encourager une nouvelle génération de chercheurs. L'ensemble de ses productions et de ses activités peut être suivi sur son site :

[www.defense.gouv.fr/irsem](http://www.defense.gouv.fr/irsem)

Le présent document constitue le rapport final de la consultance intitulée « L'Asie du XXI<sup>e</sup> siècle est-elle l'Europe d'avant 1914 ? » » (Marché n° C-2013-12/IRSEM/BERD).

Les opinions émises, les analyses proposées par les auteurs publiés, n'engagent pas le ministère de la Défense.

## Sommaire

INTRODUCTION .....	6
1. PREMIÈRE PARTIE : LES RÉFLEXIONS SUR LES CYCLES ET LES TRANSITIONS HÉGÉMONIQUES, ET SUR LES DÉFIS QUE PRÉSENTENT LES « CHALLENGERS ».....	8
I- LA NARRATION AXÉE SUR LES CYCLES HÉGÉMONIQUES .....	8
1- DE LA « PAX BRITANNICA » A LA « PAX SINICA » ?.....	8
2. LES MAUVAIS CHOIX DES PUISSANCES HÉGÉMONIQUES ?.....	8
3. UNE TRANSITION « PACIFIQUE » ? .....	9
II. LA THÉORIE ET LA PROSPECTIVE AU DÉFI DE L'HISTOIRE DU DÉBUT DU XXÈ SIECLE .....	10
1. L'HYPOTHÈSE DE L'HÉGÉMONIE BRITANNIQUE RESTE FRAGILE .....	10
2. L'ALLEMAGNE NE DEVINT QUE TARDIVEMENT UN « CHALLENGER » .....	11
3. LA PREMIÈRE GUERRE MONDIALE N'EST PAS NÉE DE L'ANTAGONISME ANGLO-ALLEMAND .....	13
III. LA QUESTION DE L' HÉGÉMONIE RÉGIONALE .....	14
2. DEUXIÈME PARTIE : CE QUI A CAUSÉ LA GUERRE DE 1914 EST-IL OU PEUT-IL ÊTRE A L'ŒUVRE EN ASIE ORIENTALE ? .....	17
I. LES CAUSES STRUCTURELLES : RIVALITÉS ET INSÉCURITÉS.....	17
1. LES RIVALITÉS IMPÉRIALES.....	17
2. LE DILEMME DE SÉCURITÉ POUR L'ALLEMAGNE ET LA CHINE .....	18
II. LES CONSÉQUENCES DE LA POWER POLITICS .....	20
1. DES ALLIANCES TROP RIGIDES ?.....	20
2. LA SPIRALE DE LA COURSE AUX ARMEMENTS .....	21
3. PLANS DE GUERRE TROP RIGIDES ET IDÉOLOGIE DE L'OFFENSIVE .....	22
III. LES CAUSES STRUCTURELLES : LE RÔLE DES NATIONALISMES, DES LOGIQUES INTERNES, ET DE L' « ESPRIT DE 1914 ».....	23
1. UN CHOC INÉVITABLE DES NATIONALISMES ?.....	23
2. L' « ESPRIT DE 1914 ».....	24
CONCLUSION : CE QUI N'A PAS FONCTIONNÉ POUR EMPÊCHER LA GUERRE EN 1914 OU QUI POURRAIT L'EMPÊCHER DÉSORMAIS.....	26

## ■ INTRODUCTION

L'Allemagne continue de fournir un important répertoire d'analogies historiques pour donner sens au présent et au futur : l'Allemagne nazie, lorsqu'il s'agit d'assimiler un dictateur à Hitler et de dénoncer le risque d'*appeasement*, comme face à l'Irak hier et à l'Iran aujourd'hui ; l'Allemagne de Weimar dans les années 1990, lorsqu'il ne faut pas trop humilier la Russie afin d'éviter une réaction nationaliste et autoritaire ; et l'Allemagne impériale, quand la montée en puissance de la Chine semble aussi déstabilisatrice pour les équilibres régionaux et mondiaux que celle de l'Allemagne à la fin du XIXe siècle. Dès la fin de la guerre froide, des politistes réalistes<sup>1</sup> annonçaient que la fin de la bipolarité ferait revenir, en Europe et en Asie, à une multipolarité dangereuse, puisqu'elle avait, avant 1945, provoqué bien des guerres en Europe<sup>2</sup>. A partir du milieu des années 1990, lorsque la Chine a commencé à remplacer le Japon comme puissance asiatique la plus inquiétante pour les États-Unis, la comparaison avec l'Allemagne d'avant 1914 s'est progressivement imposée. Cet alarmisme a vite été critiqué par une approche libérale, qui insistait sur l'importance des interdépendances économiques, lesquelles empêcheraient le monde de se précipiter de nouveau dans des guerres destructrices. Surtout, à partir de la fin des années 1990, ont triomphé les discours sur l'hyperpuissance américaine et sur l'unipolarité, qui rendaient vaine toute comparaison avec le passé, et marginalisaient l'hypothèse d'une puissance réellement concurrente des États-Unis. Toutefois, l'analogie est revenue en force depuis quelques années, la Chine poursuivant sa croissance rapide, tandis que les États-Unis semblent en perte de vitesse. Le célèbre politiste libéral Joseph Nye, qui appartient un temps à l'équipe du président Clinton, conteste l'analogie avec l'Allemagne impériale. Pour lui, la comparaison n'est pas pertinente, parce que les États-Unis restent bien plus puissants que la Chine, à la différence des rapports de puissance entre Royaume-Uni et Allemagne en 1914, et parce que la relation entre Washington et Pékin peut-être « gagnant-gagnant ». En revanche, le spécialiste des questions navales John Holmes est alarmiste, considérant que le défi militaire chinois, en particulier sur mer, est bien plus terrible que le défi allemand lancé au Royaume-Uni<sup>3</sup>.

L'approche du centenaire du déclenchement de la Première Guerre mondiale pousse à reprendre la question en s'appuyant sur les travaux historiques accumulés depuis des décennies sur les causes de la Première Guerre mondiale. Le débat n'a jamais cessé, même si la question politique des responsabilités de tel ou tel Etat s'est estompée<sup>4</sup>. Il n'y a pourtant guère d'intérêt pour ce sujet en France<sup>5</sup>. Ce qui a laissé une place importante à la traduction de l'ouvrage de l'historien de la Prusse Christopher Clark<sup>6</sup>, tandis que le chapitre sur le sujet dans l'adaptation française de l'histoire de la Grande Guerre chez Cambridge est très décevant<sup>7</sup>. Il met en avant des

<sup>1</sup> Certains réalistes contestent toutefois cette vision : Jonathan Kirshner, « The tragedy of offensive realism: Classical Realism and the Rise of China », *European Journal of International Relations*, 2010, n°18(1).

<sup>2</sup> John Mearsheimer, « Back to the Future: Instability in Europe after the Cold War », *International Security*, Été 1990, Robert Jervis, « The Future of World Politics: Will It Resemble to the Past? », *International Security*, Hiver 1991/1992, Aaron Friedberg, « Ripe for Rivalry: Prospects for Peace in a Multipolar Asia », *International Security*, Hiver 1993/1994, Aaron Friedberg, « Will Europe Past be Asia's Future? », *Survival*, 2000, 42(3)..

<sup>3</sup> Une passe d'armes avait déjà eu lieu en 2011. Pour la dernière en date : Joseph Nye, « China Is Not Imperial Germany », *The Clear World*, 27 février 2013: [http://www.realclearworld.com/articles/2013/02/27/china\\_is\\_not\\_imperial\\_germany\\_100580.html](http://www.realclearworld.com/articles/2013/02/27/china_is_not_imperial_germany_100580.html), James R. Holmes, « Three Reasons Why China Is Not Imperial Germany (It's Tougher) », *The Diplomat* blog, 5 mars 2013: <http://thediplomat.com/the-naval-diplomat/2013/03/05/three-reasons-why-china-isnt-imperial-germany-its-tougher/>

<sup>4</sup> Ce fut longtemps un enjeu diplomatique de première importance : Keith Wilson (ed.), *Forging the Collective Memory. Government and International Historians through Two World Wars*, Providence, Berghahn Books, 1996. Le débat a rebondi dans les années 1960 avec la thèse de Fritz Fischer qui affirmait la responsabilité allemande, mais la réception a avant tout été polémique dans ce pays (voir le dossier spécial dans le *Journal of Contemporary History*, 2013, n°48(2)). Dans les années 1990, les projecteurs se sont braqués sur la responsabilité de l'Autriche (Pierre Grosser, « Vienne, fossoyeur de l'Europe », *L'Histoire*, 2 octobre 2003). C'est de nouveau la Russie et la France qui sont montrées du doigt dans ce « blame game » : Sean McMeekin, *The Russian Origins of the First World War*, Cambridge (Mass.), Belknap Press, 2011, Stefan Schmidt, *Frankreichs Aussenpolitik in der Julikrise 1914 : Ein Beitrag zur Geschichte des Ausbruchs des Ersten Weltkrieges*, Munich, Oldenbourg, 2009.

<sup>5</sup> J.F.V. Keiger, « The Fischer Controversy, The War Origins Debate and France: A Non-History », *Journal of Contemporary History*, 2013, n°48(2)

<sup>6</sup> Christopher Clark, *Les somnambules. Été 1914 : comment l'Europe a marché vers la guerre*, Paris, Flammarion, 2013

<sup>7</sup> Volker R. Berghahn, « Origines », In: Jay Winter et Annette Becker (dir.) *La Première Guerre Mondiale. Volume 1 : Combats*, Paris, Fayard, 2013

causes profondes, industrialisation, mutation démographique et urbanisation, démocratisation et orgueil patriotique, qui restent très larges et pourraient aisément être appliquées à la réalité asiatique.

L'analyse des causes « profondes » ou « structurelles » de la Première Guerre mondiale sert traditionnellement à expliquer pourquoi celle-ci était quasiment inévitable. Si la guerre avait éclaté lors des crises marocaines (1905, 1911) ou balkaniques (1908, 1912-13), les historiens et politistes se seraient également donné pour mission d'expliquer pourquoi un faisceau de causes avait inévitablement poussé à la guerre à ce moment-là. Les seconds s'efforcent d'isoler l'une ou l'autre de ces causes pour expliquer les causes des guerres (majeures) en général, et pour tenter de prédire si elles peuvent de nouveau advenir. Les hommes politiques ont également tiré des « leçons », qui ont orienté leurs comportements, voire leurs choix. Cela est vrai pour les années 1930. Il est toujours possible de considérer que face à l'Allemagne nazie, Britanniques et Français auraient dû se lancer dans une course aux armements et aux alliances pour dissuader et corseter l'Allemagne. Mais les dirigeants estimaient, comme une large partie des commentateurs, que ces stratégies avaient mené à la guerre en 1914. Les Britanniques ont essayé d'être plus clairs sur leurs intentions qu'en 1914 et de faire fonctionner, par des négociations, une sorte de succédané de concert européen (Munich en septembre 1938), puisqu'en 1914 Londres n'avait pas paru assez clair sur ses intentions, et n'avait pas suffisamment tenté de faire prévaloir une solution négociée entre grandes puissances. S'il est courant aujourd'hui de considérer que la politique d'*appeasement* était une stratégie rationnelle afin de gagner du temps et mieux se préparer à la guerre<sup>8</sup>, il est bien plus probable que les Britanniques voulaient surtout éviter un conflit aux conséquences catastrophiques, et qu'ils ont jugé lors de la crise de Munich qu'éviter une guerre à un moment précis pouvait permettre, non d'en reporter l'éclatement inévitable, mais d'espérer qu'elle n'aurait jamais lieu<sup>9</sup>. En effet, on peut imaginer, encore aujourd'hui, qu'une guerre évitée à l'été 1914 n'aurait pas forcément mené à une guerre deux ans ou cinq ans plus tard. Il y a naturellement beaucoup plus de travaux consacrés aux causes des guerres qu'aux causes de l'absence de guerre ou de la résolution de crises. Quant à la guerre froide, l'équilibre est inversé : pour la « longue paix » (selon l'expression de l'historien John Lewis Gaddis), qui semble surdéterminée, il semble normal d'analyser comment la guerre a été évitée (qu'il s'agisse de causes structurelles ou des choix des dirigeants lors des crises, en particulier la crise de Cuba durant laquelle Kennedy a été influencé par ses lectures sur la crise de juillet 1914), et non ce qui aurait pu mener à une guerre destructrice.

L'objectif de cette étude est de prendre appui sur l'historiographie la plus récente des causes de la Première Guerre mondiale pour la confronter aux réflexions (et parfois affirmations) prospectives sur l'avenir de l'Asie, et surtout sur les conséquences possibles de la montée en puissance de la Chine. L'accent sera davantage mis sur la première que sur les secondes. Dans un premier temps, les hypothèses sur la guerre de transition hégémonique seront confrontées aux réalités historiques. Dans un second temps, seront regroupées toutes les causes, profondes et immédiates, qui sont avancées pour expliquer la marche à la guerre, et il s'agira de voir si elles sont opérantes dans le contexte de l'Asie d'aujourd'hui et de demain. Enfin, en conclusion, l'étude partira des facteurs qui paraissent jouer contre l'idée d'une guerre « inévitable » en Asie, pour revenir à une historiographie de la Première Guerre mondiale qui a décentré les questionnements déterministes et s'interroge désormais sur les freins à la guerre qui n'ont pas assez fonctionné en 1914.

---

<sup>8</sup> Daniel Treisman, « Rational Appeasement », *International Organization*, Printemps 2004, Norrin Ripsman et Jack S. Levy, « Wishful Thinking or Buying Time? The Logic of British Appeasement in the 1930s », *International Security*, Automne 2008, et le débat dans *International Security*, Été 2009.

<sup>9</sup> Pour un dernier état des lieux des débats et des références récentes, je me permets de renvoyer à Pierre Grosser, *Traiter avec le diable ? Les vrais défis de la diplomatie au XXI<sup>e</sup> siècle*, Paris, Odile Jacob, 2013, chapitre 1.

## PREMIÈRE PARTIE : LES RÉFLEXIONS SUR LES CYCLES ET LES TRANSITIONS HÉGÉMONIQUES, ET SUR LES DÉFIS QUE PRÉSENTENT LES « CHALLENGERS »

### I- LA NARRATION AXÉE SUR LES CYCLES HÉGÉMONIQUES

Depuis les années 1950, et surtout depuis les années 1970, la réflexion traditionnelle en termes de pôles de puissance a été concurrencée par une autre approche. Il ne s'agit plus seulement d'un système international structuré par une distribution multipolaire, puis bipolaire de la puissance. Le système serait avant tout hiérarchique, avec une puissance au sommet qui fournirait certains biens publics, comme la sécurité (garantie ultime des équilibres, police des « *commons* » en particulier des mers...), et les outils de la prospérité (centre financier, idéologie du libre-échange). De la sorte, cette puissance ne provoquerait pas le traditionnel réflexe de « *balancing* » face à une puissance dominante : il n'y a pas eu d'alliance généralisée face au Royaume-Uni au XIXe siècle, ni d'alliance généralisée face aux États-Unis depuis 1945. Même si certains théoriciens ont été tentés de remonter dans le temps, en tordant le bras à la réalité historique tout en prétendant s'inspirer des travaux de Braudel ou de Wallenstein sur le « système-monde », la théorie s'applique avant tout aux XIXe et XXe siècles, à savoir à la *pax britannica* et à la *pax americana*. En effet, une bonne partie de cette théorie s'efforce de comprendre pourquoi il n'y a pas eu de guerre générale de 1815 à 1914 et depuis 1945.

#### 1- DE LA « PAX BRITANNICA » A LA « PAX SINICA » ?

Rappeler la narration historique que cette vue implique est essentiel, d'autant qu'elle continue de susciter, parfois de manière indirecte, bien des débats. L'absence de guerre générale après la terrible séquence 1792-1815 s'expliquerait par l'hégémonie britannique. Or, à la fin du XIXe siècle, le Royaume-Uni commencerait son déclin, tandis qu'apparaît un « challenger », l'Allemagne unifiée en 1871. Elle conteste l'hégémonie britannique, ce qui mène à deux guerres mondiales. En effet, après la Première Guerre, le Royaume-Uni ne pouvait plus assumer son rôle hégémonique, tandis que les États-Unis ne le voulaient pas, puisqu'ils ne ratifièrent pas le traité de Versailles, et jouèrent un jeu égoïste lors de la crise économique des années 1930. Dès lors, la Seconde Guerre mondiale aurait été inévitable.

Heureusement, à partir de 1944-45, les États-Unis auraient enfin pris le relais des Britanniques comme puissance hégémonique, ce que symboliseraient la création de l'ONU et les accords de Bretton Woods. Ils auraient même été encore plus « altruistes », puisqu'ils ont relevé l'Europe de l'Ouest et le Japon et ont assuré leur sécurité, face à un nouveau « challenger », l'Union soviétique. Dans les années 1970, cette hégémonie a semblé très fragilisée : fin de la convertibilité du dollar en or, difficultés économiques, crise du système politique (affaire du Watergate), défaite au Vietnam. Aussitôt, de nombreuses voix se sont inquiétées, puisque la situation pouvait ressembler à celle du début du XXe siècle, et le « nouveau désordre mondial » pouvait mener à une guerre généralisée. Même la « défaite » du challenger soviétique n'a pas rassuré. En 1989, nombreux furent ceux qui s'interrogeaient pour savoir si le Japon, grâce à ses succès économiques, ne serait pas un nouveau « challenger » (avec des livres alarmistes sur une future guerre entre les États-Unis et un Japon leader de l'Asie), ou si une transition hégémonique, cette fois-ci plus pacifique, allait donner naissance à une « *pax nipponica* », dont on n'était toutefois pas sûr que le Japon pourrait l'assumer. Le débat n'a guère duré, puisque le Japon s'est enfoncé dans la stagnation, tandis que montaient les analyses, surtout dans la seconde moitié des années 1990, sur l'unipolarité du nouveau système international. Une partie de la réflexion des néoconservateurs insistait sur l'hégémonie bienveillante des États-Unis, et sur la mission historique spécifique des puissances anglo-saxonnes, destinées à porter le fardeau d'une hégémonie profitant au monde entier. Pourtant, la forte croissance économique de la Chine suscita dès le milieu des années 1990 des interrogations : la Chine serait-elle un nouveau « challenger », ou bien pourrait-elle devenir la nouvelle puissance hégémonique, avec l'horizon d'une « *pax sinica* », succédant à la « *pax britannica* » et à la « *pax americana* » ?

#### 2. LES MAUVAIS CHOIX DES PUISSANCES HÉGÉMONIQUES ?

Les années 1970-1990 ont vu se multiplier les questions sur la manière dont les Britanniques avaient perdu leur hégémonie. Deux interrogations principales ont commencé à être formulées. La première concerne les choix britanniques en 1914 et en 1939. Face au « challenger » allemand, fallait-il entrer en guerre ? Edward Grey,

titulaire du Foreign Office en 1914, a-t-il abandonné la saine tradition britannique de maintien des équilibres européens à distance, sans engagement dans des alliances contraignantes ? En choisissant de se lier à la France, voire à la Russie, alors que traditionnellement ces deux États impériaux étaient les vrais concurrents de l'Empire britannique, et en menant une politique trop hostile à l'Allemagne, il aurait non seulement placé celle-ci dans une position impossible, mais il aurait contribué à donner à la Première Guerre mondiale son caractère mondial et total. Or, cette guerre a affaibli la domination mondiale de la finance britannique, et secoué l'Empire à partir de 1919, malgré une expansion remarquable au Moyen-Orient. Surtout, elle a eu des conséquences catastrophiques : vague révolutionnaire et naissance de l'Union soviétique, montée du fascisme et affirmation du nazisme, crise économique qui a empêché tout rétablissement réel de la prépondérance financière britannique, malgré de nombreux sacrifices.

Dès lors, la politique britannique entre les deux guerres était surdéterminée. Il ne fallait plus se lier formellement à la France, et Londres refusa tout traité d'alliance et tout engagement contraignant. Il fallait accepter un certain retour de l'Allemagne à la puissance, pour équilibrer celle de la France, contenir l'Union soviétique, et relancer l'économie européenne. L'*appeasement* était une politique logique : une nouvelle guerre serait encore plus catastrophique pour la puissance britannique que la précédente. En effet, elle abaisserait définitivement le Royaume-Uni vis-à-vis des États-Unis, elle déclencherait une nouvelle vague révolutionnaire et permettrait, dans le chaos, une extension du communisme, et elle fragiliserait définitivement l'Empire en encourageant les nationalismes. De fait, les États-Unis sont sortis de la Seconde Guerre mondiale en puissance prépondérante. L'Union soviétique, malgré des pertes énormes, est également devenue une superpuissance, et le communisme s'est étendu en Europe de l'Est, et en Asie (Corée du Nord, et bientôt Chine et Vietnam). Certes, le premier usage du terme « superpuissance » en 1944 par William T.R. Fox incluait le Royaume-Uni, mais celui-ci perdit bientôt son Empire. Dès lors, en même temps que la politique de Chamberlain était quelque peu réhabilitée, Churchill devenait le fossoyeur de la puissance britannique, puisqu'il a voulu mener la guerre jusqu'au bout et s'est fourvoyé dans la solidarité illusoire entre pays anglo-saxons, qui ne profita qu'aux États-Unis. La garantie donnée à la Pologne en mars 1939 aurait même poussé le Royaume-Uni à entrer en guerre en septembre, ce qui n'était pas forcément un bon choix. Bien entendu, cette reconstruction, défendue en particulier par l'historien John Charmley<sup>10</sup>, fait fi de toutes considérations morales. Mais elle n'est pas réservée à l'histoire britannique.

Lorsqu'à la fin de la guerre froide, les deux grands gagnants ont semblé être l'Allemagne réunifiée et le Japon à la réussite économique insolente, la question s'est posée aux États-Unis de savoir si les efforts pour mener la lutte contre l'Union soviétique, ainsi que la protection accordée à une Europe occidentale et à une Asie orientale peu reconnaissantes et qui ont agi comme des « passagers clandestins » de l'hégémonie américaine, n'avaient pas été des choix discutables pour l'avenir de la puissance américaine. La comparaison avec 1914, 1939 et 1989 ne s'arrête pas là. Les États-Unis n'ont-ils pas fait l'erreur de partir en guerre contre le terrorisme, après le 11 septembre 2001, en multipliant les guerres, les engagements internationaux et les coûts, qui officiellement devaient profiter à tous puisque personne ne pouvait ni voulait assumer cette charge ? Dès lors, la Chine a pu se concentrer sur sa croissance économique, rendre les États-Unis dépendant financièrement, tirer les bénéfices des contrecoups des guerres américaines en montrant qu'elle-même n'était pas impérialiste, et donc se placer en position de successeur hégémonique possible, comme les États-Unis l'avaient fait en 1945. Le fameux « *rebalancing* » américain vers l'Asie, couplé à l'annonce de la fin de la « *Global War on Terror* », au désengagement des conflits irakien et afghan, à la réticence à s'engager de nouveau en Iran ou en Syrie, et aux efforts pour remettre en ordre les bases de la puissance économique américaine après la crise débutée en 2008, serait donc un moyen tout à fait rationnel de préserver l'hégémonie américaine. Il est toutefois difficile de considérer que le « terrorisme » soit un nouveau « challenger », équivalent de l'Allemagne et de l'Union soviétique, et que les États-Unis un jour en grande difficulté militaire (ce qui était le cas pour le Royaume-Uni en 1917 et en 1940) ne doivent leur salut qu'à une entrée déterminée de la Chine dans cette « guerre », comme les États-Unis s'étaient portés au secours du Royaume-Uni.

### 3. UNE TRANSITION « PACIFIQUE » ?

Un « troisième larron » profiterait donc toujours des guerres menées par la puissance hégémonique contre le « challenger ». Les transitions hégémoniques se feraient en revanche sans guerre entre l'aspirant « hegemon » et l'« hegemon » installé. Si les relations furent difficiles entre Américains et Britanniques au XIXe siècle, si des

---

<sup>10</sup> Pour la Première Guerre mondiale et la critique de Grey, *Splendid Isolation ? Britain, the Balance of Power and the Origins of the First World War*, Londres, Hodder & Stoughton, 1999

plans de guerre britanniques contre les États-Unis ont perduré jusqu'au début des années 1920, le Royaume-Uni était le principal partenaire économique des États-Unis malgré une abolition tardive de l'esclavage, comme les Américains depuis le milieu des années 1990 privilégient le commerce plutôt que les droits de l'homme. Il a accepté au tournant du siècle la domination des États-Unis sur l'Amérique latine et ne les a pas considérés comme un ennemi. Les Américains au XIX<sup>e</sup> siècle étaient fascinés par les Britanniques comme les Chinois le sont par les États-Unis. Surtout, l'engagement américain a permis au Royaume-Uni de gagner la Seconde Guerre mondiale et de retrouver son Empire, même si durant la guerre, les Américains ont été agacés par la priorité donnée par Churchill à l'Empire, et donc à des intérêts britanniques égoïstes. Loin d'avoir œuvré à miner l'Empire britannique, les Américains ont plutôt soutenu la présence britannique au Moyen-Orient et en Asie. Les Britanniques, habitués à la rivalité avec la Russie depuis le début du XIX<sup>e</sup> siècle, ont entraîné les Américains dans le « containment » de l'Union soviétique à travers le monde, et ont utilisé les États-Unis pour préserver des positions. La chronologie du « déclin » britannique a été revisitée. Le Royaume-Uni était encore une très grande puissance dans l'entre-deux-guerres, et est restée une puissance mondiale essentielle jusqu'aux années 1960 : la crise de Suez par exemple, n'a pas éliminé l'influence britannique au Moyen-Orient, et encore moins dans le Golfe<sup>11</sup>. La « relation spéciale » a donc, d'une certaine manière, été bénéfique pour Washington et Londres, et a assuré une transition progressive. Les États-Unis n'ont pas assumé tout le fardeau de la défense de l'Occident dès 1945, loin de là. Lorsque, dans les années 1970, la puissance américaine a été en difficulté, la gestion de l'hégémonie a été davantage multilatérale. C'est le sens du G7 et de la Trilatérale, qui associaient Européens et Japonais. A partir de 1987, puis de 2007, lorsque les États-Unis en difficulté économique se sont interrogés sur la montée en puissance du Japon puis de la Chine, il a été question de profiter de la force financière de ces deux pays (notamment pour compenser le déficit commercial que les États-Unis avaient avec eux, et pour acheter la dette américaine), de les encourager à prendre des responsabilités internationales, voire pour le Japon de pratiquer la « diplomatie du carnet de chèques » lors de la guerre du Golfe. Il était question jadis d'« axe améripon », on parle aujourd'hui de G2 ou de « Chinamérique ». Les États-Unis vivaient à crédit hier grâce à l'épargne japonaise, et le font aujourd'hui grâce à l'achat par les Chinois de la dette américaine.

## II. LA THÉORIE ET LA PROSPECTIVE AU DÉFI DE L'HISTOIRE DU DÉBUT DU XX<sup>ÈME</sup> SIÈCLE

La question est donc de savoir si la Chine est le prochain hegemon, ce qui pourrait supposer une transition pacifique, surtout si la Chine prend conscience de ce rôle, ou bien si elle est un nouveau challenger. Au-delà des interrogations sur les intentions chinoises, il faut reprendre les fondements de raisonnements qui foisonnent dans les publications et discours américains et chinois.

### 1. L'HYPOTHÈSE DE L'HÉGÉMONIE BRITANNIQUE RESTE FRAGILE

Premièrement, comparer le Royaume-Uni de 1914 et les États-Unis d'aujourd'hui n'est guère pertinent. Certes, on peut considérer que le Royaume-Uni n'était pas seulement une puissance maritime, mais également une puissance terrestre depuis les Indes, envoyant des troupes « indigènes » en Afrique, en Asie orientale et en Afghanistan<sup>12</sup>. Une part de sa stratégie consistait, à partir d'un réseau de bases et de sa domination des mers, à pouvoir frapper/punir depuis les mers, sur le modèle de Copenhague en 1809. Mais le Royaume-Uni n'était pas une grande puissance militaire, capable de mener seul une grande guerre classique contre des concurrents. Il n'avait pas une influence sur la politique extérieure (voire intérieure) d'autres États indépendants semblable à celle des États-Unis depuis 1945 en Europe et en Asie orientale. Il n'avait pas d'alliances anciennes aux quatre coins du monde. Il était plus vulnérable militairement que les États-Unis, sans compter sa dépendance à l'égard des approvisionnements extérieurs. Certes, il restait une puissance financière incontestée, et globalement la première puissance mondiale, mais il était économiquement dépassé par les États-Unis et rattrapé par l'Allemagne. Il faisait face à des « nouveaux venus » puissants (ces deux pays, dont on compare et connecte de plus en plus l'émergence<sup>13</sup>, mais aussi le Japon), tout en gérant des rivaux traditionnels (France, Russie). La situation est donc différente pour les États-Unis aujourd'hui. Au-delà des discours sur la fin de l'unipolarité, il

<sup>11</sup> Simon C. Smith, *Ending Empire in the Middle East. Britain, the United States and Post-War Decolonization, 1945-73*, Londres, Routledge, 2012; G.C. Peden, « Suez and Britain's Decline as a World Power », *The Historical Journal*, Décembre 2012.

<sup>12</sup> Cet « oubli » des Indes est une des critiques faites par les historiens aux politistes qui réfléchissent en termes de cycles hégémoniques : Edward Ingram, « Hegemony, Global Reach, and World Power : Great Britain's Long Cycle », In : Colin Elman et Miriam Fendius Erman (eds.), *Bridges and Boundaries. Historians, Political Scientists, and the Study of International Relations*, Cambridge (Mass.), MIT Press, 2001.

<sup>13</sup> Brendan Simms, *Europe. The Struggle for Supremacy, from 1453 to the Present*, New York, Basic Books, 2013, chapitre 5.

existe un large accord pour considérer que les États-Unis restent, de loin, la puissance dominante dans le monde. Cela fait désormais un demi-siècle qu'est annoncé le déclin de l'hégémonie américaine en Asie, après la « doctrine Nixon » et la fin de la guerre du Vietnam, puis après la fin de la guerre froide. Le « retour » des États-Unis en Asie, annoncé au milieu du premier mandat d'Obama n'en est donc pas vraiment un, comme le remarquent fielleusement nombre de diplomates chinois<sup>14</sup>.

### 2. L'ALLEMAGNE NE DEVINT QUE TARDIVEMENT UN « CHALLENGER »

Deuxièmement, la question se pose de savoir si l'Allemagne était réellement le « challenger » de l'hégémonie britannique. La question de l'antagonisme anglo-allemand a longtemps été centrale dans l'historiographie de la Première Guerre mondiale, prenant le relais de l'importance accordée à la rivalité franco-allemande, obsessionnelle lorsqu'il était question des responsabilités du déclenchement de la guerre<sup>15</sup>. Le débat porte en réalité sur l'évaluation de la perception britannique de la menace allemande. Comme aux États-Unis pour la menace chinoise aujourd'hui, il y avait au Royaume-Uni des inquiétudes à l'égard de l'Allemagne. Une fièvre de l'espionnage existait depuis les années 1890, alimentée par des best-sellers et des journaux populaires. C'est cette fièvre et la crainte de l'espionnage allemand qui mena à la création en 1909 du *Secret Service Bureau*, lequel un an plus tard fut subdivisé en « *home section* » (bientôt MI5) et « *overseas section* » (bientôt MI6). Mais, malgré les cris de Cassandre et les dénonciations, pas un seul agent allemand ne fut arrêté durant les deux premières années d'existence du service. Le MI5 s'efforça d'identifier les ressortissants allemands et autrichiens au Royaume-Uni, avec l'aide de la police locale. A partir de 1911, il commença un travail d'interception de courrier. Une liste d'« agents » à arrêter en cas de guerre fut constituée. Un coup de filet fut lancé aussitôt la guerre déclarée, et son efficacité proclamée favorisa le vote du *Defence of the Realm Act* et de l'*Aliens Restriction Act*, puis en 1919, le maintien du service, menacé par une campagne des Travailleurs. Toutefois, l'étude des archives récemment ouvertes fait douter de l'efficacité réelle de cette opération, comme de la réalité d'un réseau structuré d'espionnage allemand ; cet espionnage se concentrait avant tout sur les dimensions technologiques de la marine britannique – ignorant ainsi le corps expéditionnaire qui vint soutenir l'armée française dès le début de la guerre. La priorité du renseignement allemand était les préparatifs militaires français et russes, et ne préparait en rien une invasion des Îles britanniques<sup>16</sup>.

La menace navale allemande était prise au sérieux, notamment par les attachés navals. Elle remplaçait la crainte d'une conjonction des forces navales françaises et russes pour perturber le trafic maritime britannique. C'est cette crainte, plus que les cuirassés allemands qui mobilisa les stratèges de la Marine<sup>17</sup>, quoique la « menace allemande » (et d'invasion allemande également<sup>18</sup>) ait eu un rôle majeur dans le « rebalancing » de la Navy depuis l'Empire vers les mers du Nord-Ouest de l'Europe. Mais il ne faut pas non plus l'exagérer. Si la Marine restait une arme indispensable en cas de guerre contre l'Allemagne, la course aux armements navals anglo-allemande était terminée en 1912, et c'était les Britanniques qui l'avaient gagnée, même s'ils n'obtenaient pas des engagements formels de la part de Berlin. Les Britanniques avaient préservé leur suprématie, quoique les programmes allemands eussent contribué à éloigner Londres et Berlin<sup>19</sup>. Le défi à la puissance maritime prépondérante avait montré ses limites, tout comme celui lancé par l'Union soviétique aux États-Unis à partir des années 1960. C'est un passé qui est médité en Chine, où l'étude de l'ascension des grandes puissances s'arrête sur l'hubris d'une Allemagne qui s'est cassé les dents, malgré des atouts technologiques et intellectuels évidents, sur la primauté de l'hégémon. La montée en puissance navale des puissances continentales est objet de

<sup>14</sup> Pour l'Asie du Sud-est, je me permets de renvoyer à « Les États-Unis et l'Asie du Sud-est depuis le milieu des années 1970 », In : Pierre Journoud (ed.) *L'évolution du débat stratégique en Asie du Sud-est depuis 1945*, Paris, IRSEM, 2012

<sup>15</sup> Paul Kennedy, *The Rise of the Anglo-German Antagonism, 1860-1914*, New York, Humanity Books, 1980

<sup>16</sup> Christopher Andrew, *In Defence of the Realm. The Authorized History of MI5*, Londres, Allen Lane, 2009, chapitre 1, Nicholas Hiley « Entering the Lists: MI5's Great Spy Round-up of August 1914 ». *Intelligence and National Security*. Février 2006

<sup>17</sup> Matthew S. Seligmann, *The Royal Navy and the German Threat, 1901-1914. Admiralty Plans to Protect British Trade in a War against Germany*, Oxford, Oxford University Press, 2012 et « The Renaissance of the Pre-First World War Naval History », *The Journal of Strategic Studies*, 2013, n°36(3).

<sup>18</sup> David Gethin Morgan-Owen, « History is a Record of Exploded Ideas : Sir John Fisher and Home Defense, 1904-1910 », *The International History Review*, à paraître

<sup>19</sup> Michael Epkenhans, « Was a Peaceful Outcome Thinkable? The Naval Race before 1914 », In: Holger Hafflerbach et David Stevenson (eds.), *An Improbable War? The Outbreak of World War One and European Political Culture before 1914*, Londres, Berghahn Books, 2007

réflexions historiques à l'heure où la marine chinoise monte en puissance<sup>20</sup>. Les stratèges les plus alarmistes sur la marine chinoise estiment que la Chine a davantage de volonté que l'Allemagne, et que l'enjeu maritime aux abords de la Chine est plus important pour les États-Unis que ne l'était la Mer du Nord pour les Britanniques<sup>21</sup> - ce qui est fort discutable. Les efforts de construction navale n'ont pas la même importance symbolique qu'à l'orée du XXe siècle. Certes, certains signes peuvent montrer que la construction d'un porte-avion chinois n'est pas seulement le résultat de calculs stratégiques à Pékin, mais aussi d'un « nationalisme naval »<sup>22</sup>. Mais le navalisme populaire n'est pas, comme il y a un siècle, un moyen de contourner les contraintes imposées par les tenants des équilibres financiers ou les officiers de l'Armée de terre, et de mobiliser l'opinion autour de démonstrations de « virilité » et de « modernité technologique » dans le domaine naval<sup>23</sup>, sauf lorsqu'il s'agit de détourner l'attention de l'« opinion » en la ralliant autour d'incidents provoqués à l'encontre de bâtiments japonais. Enfin, le défi à la domination américaine des « commons »<sup>24</sup> pourrait être désormais, davantage que la course aux armements navals, la course à l'espace et à sa militarisation, avec sans doute la même recherche de prestige, de « ralliement autour du drapeau », et de fierté moderniste. Depuis qu'ont été découvertes les capacités anti-satellites chinoises lors d'un test en 2007, un « dilemme de sécurité » semble se cristalliser, avec son lot de dramatisation qui ressemble à celle qui saisit le Royaume-Uni à partir des années 1905-1906<sup>25</sup>, et de relance des efforts américains<sup>26</sup>. La course serait même une affaire de toutes les puissances en Asie, la Russie et le Japon reprenant leurs efforts, et l'Inde entrant dans le jeu<sup>27</sup>.

Avant 1914, le Royaume-Uni n'avait jamais été en guerre contre l'Allemagne, alors que les Américains ont combattu les troupes chinoises en Corée. L'Allemagne n'avait pas été une puissance révolutionnaire agitant une propagande anti-hégémonique radicale, alors que la Chine des années 1950 et 1960 fut considérée comme la puissance perturbatrice par excellence, et devint pour Washington le pays le plus inquiétant<sup>28</sup>. L'affirmation de la Chine communiste après 1949 s'est faite contre le système en place, à la différence de la politique bismarckienne. D'une certaine manière, l'Allemagne est devenue de plus en plus révisionniste des années 1870 aux années 1930, tandis que la Chine semble suivre un trend inverse des années 1950 aux années 2000, même si le discours socialiste anti-hégémonique est loin d'avoir disparu<sup>29</sup>. Les « leçons de l'histoire » sont inversées : pour avoir une Allemagne coopérative renonçant à ses ambitions après 1939, il fallait l'écraser, aller jusqu'à Berlin, obtenir une capitulation inconditionnelle et rééduquer les Allemands : ce maximalisme a été suggéré face à la Serbie, et appliqué en Irak. En revanche, pour la Chine communiste, ne pas bombarder ses installations nucléaires puis la laisser obtenir la bombe atomique (1964), et surtout se rendre à Pékin en 1971-72 et reconnaître le régime en 1978 auraient été gages de modération, d'ouverture et de socialisation : ce saut diplomatique est demandé par exemple face à l'Iran<sup>30</sup>. Si l'Allemagne d'hier et la Chine d'aujourd'hui ne veulent pas revivre le temps où ils étaient le terrain d'affrontement des puissances et étaient des « objets » et non des « sujets » des relations internationales (guerre de Trente Ans, « siècle des humiliations »)<sup>31</sup>, les Chinois se

<sup>20</sup> Andrew S. Erickson, Lyle J. Goldstein and Carnes Lord (eds.), *China Goes to Sea. Maritime Transformation in Comparative Historical Perspective*, Annapolis (Ma.) Naval Institute Press, 2009, en particulier Holger Hergiv, « Imperial Germany: Continental Titan, Global Aspirant » et Andrew S. Erickson et Lyle J. Goldstein, « China Studies the Rise of the Great Powers ».

<sup>21</sup> Toshi Yoshihara et James R. Holmes, *Red Star over the Pacific. China's Rise and the Challenge to U.S. Maritime Strategy*, Annapolis (Ma.), Naval Institute Press, 2010, chapitre 3

<sup>22</sup> Robert S. Ross, « China's Naval Nationalism: Sources, Prospects, and the US Response », *International Security*, Automne 2009 et la discussion dans *International Security*, Automne 2010.

<sup>23</sup> Jan Rieger, *The Great Naval Game. Britain and Germany in the Age of Empire*, Cambridge, Cambridge University Press, 2007, Aussi J. Charles Schenking, *Making Waves. Propaganda and the Emergence of the Imperial Japanese Navy, 1868-1922*, Stanford University Press, 2005.

<sup>24</sup> Barry Posen, « Command of the Commons: The Military Foundations of US Hegemony », *International Security*, Été 2003

<sup>25</sup> Baohui Zhang, « The Security Dilemma in the US-China Military Space Relationship. The Prospects for Arms Control », *Asian Survey*, Mars-avril 2011, Eric Hagt et Matthieu Durnin, « Space, China's Tactical Frontier », *The Journal of Strategic Studies*, Octobre 2011 (et l'approche plus modérée de David Wright)

<sup>26</sup> Xavier Pasco, « Le recentrage politique du secteur spatial de défense des Etats-Unis », Fondation pour la Recherche Stratégique, Juin 2013

<sup>27</sup> James Clay Motz, *Asia's Space Race. National Motivation, Regional Rivalries, and International Risks*, New York, Columbia University Press, 2011, Isabelle Soubes-Verger, « Russie, Japon, Chine, Inde : quelle politiques spatiales en 2012? », *Géoéconomie*, 2012/2

<sup>28</sup> Nancy Bernkopf Tucker, *The China Threat: Memories, Myths, and realities in the 1950s*, New York, Oxford University Press, 2012

<sup>29</sup> Hung-Jen Wang, « Being Uniquely Universal: Building Chinese International Relations Theory », *The Journal of Contemporary China*, 2013, n°22(81).

<sup>30</sup> Pierre Grosser, *Traiter avec le diable ?* op. cit., première partie.

<sup>31</sup> Kevin Cramer, « Religious War, German War, Total War: The Shadow of the Thirty Years War on German War Making in the Twentieth Century », in: Jenny Macleod (ed.), *Defeat & Memory. Cultural Histories of Military Defeat in the Modern Era*,

plaignent bien moins que les Allemands d'hier de n'avoir pas une place au soleil. Bien sûr, les propagandes anti-allemande au Royaume-Uni et anti-britannique en Allemagne se sont déchaînées durant la Première Guerre mondiale (et durant la Seconde). Mais les historiens montrent aujourd'hui à quel point les deux pays s'admiraient, et multipliaient les échanges culturels<sup>32</sup>. Il n'est pas possible ici de faire l'histoire des représentations croisées entre les États-Unis et la Chine, mais les premiers ne sont guère admiratifs de la culture chinoise, ils ont toujours eu une approche « paternaliste » à l'égard d'une Chine qui ne pourrait devenir vraiment moderne qu'en ressemblant aux États-Unis, et les interactions au sommet sont bien moins nombreuses.

La densité des liens entre le Royaume-Uni et l'Allemagne peut dès lors susciter une histoire contrefactuelle : si le Royaume-Uni n'était pas entré en guerre en 1914, l'histoire de l'Europe n'aurait-elle pas consisté en un Royaume-Uni puissance financière et impériale mondiale prospérant en lien avec une Allemagne puissance industrielle en position de domination sur le continent ? N'est-ce pas la situation d'aujourd'hui ? N'aurait-on pas dès lors évité deux guerres mondiales, le communisme, le nazisme, l'Holocauste et la guerre froide ? C'est ce qu'à mots plus ou moins couverts a développé la star britannique de l'histoire Niall Ferguson, aujourd'hui figure importante des débats économiques et internationaux aux États-Unis<sup>33</sup>. C'est ce qui entraîne un certain malaise en Royaume-Uni à l'approche du centenaire : la guerre menée en 1914 était une « guerre juste », était-elle le produit des forces absurdes du militarisme et du nationalisme, ou bien fut-elle une guerre qui aurait pu être évitée si les élites au pouvoir n'avaient pas effectué des choix criminels<sup>34</sup> ? La tonalité des commémorations ne peut qu'être influencée par les réponses à ces questions, de même que les réflexions sur les guerres futures.

### 3. LA PREMIÈRE GUERRE MONDIALE N'EST PAS NÉE DE L'ANTAGONISME ANGLO-ALLEMAND

Troisièmement, il n'est pas évident que la Première Guerre mondiale puisse être interprétée comme un conflit entre une puissance hégémonique (le Royaume-Uni) et un challenger (l'Allemagne), ce qui rend l'analogie avec la rivalité sino-américaine peu opératoire<sup>35</sup>. Si la montée en puissance de l'Allemagne a été permise par le système international tel qu'il était, pourquoi l'Allemagne voulait-elle le changer ? En réalité, son problème était moins le Royaume-Uni que la France et la Russie<sup>36</sup>. Au début des années 1910, la *Weltpolitik* était en grande partie placée au second plan (si ce n'est dans l'Empire ottoman, le Pacifique, voire l'Amérique latine), l'Allemagne se concentrant sur sa situation sécuritaire en Europe. Le Royaume-Uni ne fut pas au cœur de la crise de juillet 1914. Avant le déclenchement des deux guerres mondiales, les Allemands voulaient plutôt « neutraliser » les Britanniques<sup>37</sup>. Et ce, même s'il est possible de considérer qu'à terme la vraie rivalité mondiale aurait été entre l'Empire britannique et l'Allemagne dominant le continent européen, comme la vision d'avenir d'Hitler était un affrontement titanesque entre la très grande Allemagne (et ses satellites) et les États-Unis. Du côté britannique, il n'y avait pas de volonté de guerre préventive pour empêcher l'affirmation d'un « challenger », si ce n'est qu'il fallait empêcher une victoire de l'Allemagne qui lui aurait permis de dominer l'Europe et de menacer ainsi la sécurité britannique ; mais le problème semblait moins la puissance « structurelle » de l'Allemagne que le comportement d'une élite militariste « prussienne » qui de plus viola la neutralité de la Belgique<sup>38</sup>.

En revanche, du côté chinois, il ne peut y avoir d'autre ennemi significatif que les États-Unis. Ce sont ces derniers qui sont rituellement accusés de ne pas vouloir laisser la puissance chinoise se développer. Au début du XXe siècle, l'architecte de l'encercllement de l'Allemagne était la France, plus qu'un Royaume-Uni avec qui le Reich négocia plusieurs fois pour un rapprochement significatif (on imagine mal Pékin cherchant un

---

Basingstoke, Palgrave, 2008, Zheng Wang, *Never Forget National Humiliation. Historical Memory in Chinese Politics and Foreign Relations*, Cambridge (Mass.), Columbia University Press, 2012

<sup>32</sup> Jan Rüger, « Revisiting the Anglo-German Antagonism », *The Journal of Modern History*, Septembre 2011, Richard Scully, *British Images of Germany. Admiration, Antagonism and Ambivalence, 1860-1914*, Basingstoke, MacMillan, 2012.

<sup>33</sup> Niall Ferguson, *The Pity of War*. Londres, Allen Lane, 1998, et surtout « The Kaiser's European Union. What if Britain has "stood aside" in August 1914? », In Niall Ferguson (ed.), *Virtual History. Alternatives and Counterfactuals*, Londres, Picador, 1997. Pour une discussion critique, T.G. Otte, « Neo-Revisionism or the Emperor's New Clothes. Some Reflections on Niall Ferguson and the Origins of the World War I », *Diplomacy and Statecraft*, 2000, n°11(1).

<sup>34</sup> Pour la première thèse, Gary Sheffield, « The Great War was a Just War », *History Today*, 2013, n°63(8), pour la deuxième Richard J. Evans, « Michael Grove's History Wars », *The Guardian*, 13 juillet 2013

<sup>35</sup> Steve Chan, *Enduring Rivalries in the Asia-Pacific*, Cambridge, Cambridge University Press, 2013, chapitre 4

<sup>36</sup> Le politiste Dale C. Copeland estime même, de manière sans doute exagérée, que les deux guerres mondiales sont avant tout des guerres préventives de l'Allemagne contre la Russie, *The Origins of Major War*, Ithaca, Cornell University Press, 2000

<sup>37</sup> Steve Chan, *China, the U.S., and the Power-Transition Theory. A Critique*, New York, Routledge, 2008, p. 51sq

<sup>38</sup> Zara S. Steiner et Keith Neilson, *Britain and the Origins of the First World War*, Basingstoke, Palgrave, 2<sup>nd</sup> ed., 2003, chapitre 9.

rapprochement si net avec Washington qu'il aboutisse à l'abandon de Tokyo). Aujourd'hui, ce sont les États-Unis qui semblent orchestrer l'encerclement de la Chine de l'Afghanistan à la Corée du Sud en passant par l'Inde et le Vietnam, même si le Japon mène parfois une diplomatie active à l'égard de l'Inde et de l'Australie. Il n'y a pas, pour la Chine, la crainte d'une déferlante des hordes russes comme il en existait en Allemagne au début du XXe siècle (ce serait plutôt la Russie qui s'inquiète du déversement dans son vide extrême-oriental du trop-plein de population chinoise). S'il existe une rivalité historique avec le Japon, la Chine ne craint pas vraiment un revanchisme menant à une guerre pour récupérer des territoires abandonnés en 1945, comme l'Allemagne s'inquiétait du revanchisme français après 1871.

Au terme de cette réflexion sur les questions de transition hégémonique, il apparaît que les fondements historiques de ce « raisonnement » sont assez fragiles, sauf à se situer très haut au-dessus du flot des événements, et à imaginer des récurrences (voire des « lois de l'histoire ») structurales, à partir d'un nombre extrêmement limité de cas, et en éliminant un nombre considérable de variables. De fait, les scénarii sur la transition hégémonique ouvrent tout l'éventail des possibilités, depuis la persistance de la « Pax Americana » jusqu'à l'établissement d'une « Pax Sinica » (ou bien hier d'une « Pax nipponica »), en passant par la guerre de transition hégémonique et les formes de « bigémonie » ou de « paix libérale/capitaliste »<sup>39</sup>. La question demeure de savoir si la transition hégémonique n'est pacifique que lors d'un passage de relais d'une puissance démocratique (le Royaume-Uni) à une autre puissance démocratique (les États-Unis). Cela renvoie à la théorie de la « paix démocratique », selon laquelle les démocraties ne se font pas la guerre entre elles, voire sont capables de se limiter par des institutions internationales, tout en ayant un système politique transparent qui permet des formes réciproques d'influence. Dès lors, les puissances non-démocratiques ne pourraient être que des « challengers », non seulement vis-à-vis de la puissance de l'« hegemon », mais également de ses valeurs, ce qui mènerait les démocraties à mener des « croisades » à leur rencontre et à leur triomphe ultime, si on considère que les démocraties sont plus efficaces dans de longues guerres qui imposent de larges mobilisations. L'Allemagne serait dès lors l'ancêtre des « rogue states », autoritaire à l'intérieur, agressif et « hors la loi » à l'extérieur.

### III. LA QUESTION DE L'HÉGÉMONIE RÉGIONALE

Derrière le discours officiel chinois sur l'harmonie et derrière la réflexion sur une approche historique et culturelle spécifiquement chinoise des relations internationales, en partant du principe qu'elle n'est pas seulement un habillage présentable pour éviter d'apparaître comme une nouvelle Allemagne ou une nouvelle Union soviétique, il existe un intérêt nouveau pour le traditionnel système international sinocentré<sup>40</sup>. En clair, ce système aurait été bien plus pacifique que le système westphalien en œuvre en Europe, aurait contribué aux échanges commerciaux régionaux, et n'était pas très intrusif dans les politiques internes des « vassaux » de l'Empire chinois. L'Occident l'aurait détruit (et le Japon imitant l'Occident également) en poussant à une prétendue égalité des États et à une souveraineté des « vassaux », pour mieux imposer ensuite son impérialisme et réduire (voire supprimer) les souverainetés des pays de la région. Dans son sillage, l'Asie aurait été la proie du colonialisme, de l'impérialisme, des guerres et des fragmentations de guerre froide, traversant même des pays (la Chine, la Corée). La *pax sinica* aurait été une réalité dans le passé, alors que la *pax britannica* du XIXe siècle était faite d'impérialisme et de colonialisme, et que la *pax americana* depuis 1945 serait faite d'hégémonisme et d'interventions militaires répétées sur tout le globe. Cette approche par la spécificité chinoise serait un moyen d'éviter l'escalade de méfiance et de conflit entre les États-Unis et la Chine : la pensée étatiste « westphalienne » ne peut entraîner les deux pays que dans le chaos, et les Chinois ne devraient pas, en conséquence, répondre à la *power politics* américaine et aux discours sur la « menace chinoise »<sup>41</sup>. Au sommet de l'État chinois comme dans des ouvrages à succès, la civilisation chinoise est historiquement associée à la paix et à l'harmonie, alors que la

<sup>39</sup> Cette construction de scénarii était réalisée par le pilier de la science politique au Japon Takashi Inoguchi au tout début des années 1990. Pour des scénarii centrés sur la Chine, et un tour d'horizon des théories, David P. Rapkin et William R. Thompson, *Transition Scenarios. China and the United States in the Twenty-First Century*, Chicago, University of Chicago Press, 2013.

<sup>40</sup> Je me permets de renvoyer à une précédente étude, *L'Asie du Nord-Est face à la montée en puissance de la Chine. Une région aux héritages historiques structurants, mais qui ne fait pas système*, IRSEM, 2011, première partie, et à l'excellent dossier dans le *Journal of East Asian Studies*, 2013, n°13(2)

<sup>41</sup> Qin Yaqing, « Relationality and processual construction: bringing Chinese ideas into International Relations theory », *Social Sciences in China*, Août 2009, L.H.M. Ling, « Worlds beyond Westphalia : Daoist Dialectics and the China Threat », *The Review of International Studies*, Juillet 2013, Yongnian Zheng, « The Rediscovery of Tianxia World Order », in : Gilbert Rozman (ed.) *National Identities and Bilateral Relations*, Princeton, Princeton University Press, 2013.

civilisation occidentale, en plus d'être décadente, serait porteuse de guerres, de violences, et d'impérialisme<sup>42</sup>. Si l'Asie du XXI<sup>e</sup> siècle peut ressembler à l'Europe d'avant 1914, c'est parce que l'Occident maintient sa présence en Asie ! Peut importe que la Chine, si chatouilleuse sur sa souveraineté, soit « hyperwestphalienne », voire reprenne l'héritage westphalien face à une Amérique et une Europe « post-westphalienne »<sup>43</sup>.

Mais en même temps, les États-Unis sont comparés à un « Empire du milieu », dans lequel la Corée du Sud et l'Australie seraient des « vassaux » de premier rang, avec ensuite le Japon, puis les Philippines et la Thaïlande<sup>44</sup>. La rivalité sino-américaine se jouerait donc dans l'influence sur les petits États bordant la Chine au Sud et à l'Est. L'« ouverture » de la Birmanie à partir de 2012 a en partie été expliquée par le souci de la junte de ne pas se retrouver dans un face-à-face avec une Chine économiquement envahissante, et certains tablent sur une réaction similaire de la part de la Corée du Nord. Le Cambodge un temps aligné sur les positions chinoises, pourrait aussi prendre quelques distances. Jadis déjà, les Français en Indochine raillaient la versatilité du Siam qui toujours choisirait de suivre le plus puissant, le Japon en 1940 et les États-Unis à partir de 1950 (notamment pour empêcher qu'il rejoigne le giron de la Chine). Au-delà de leurs liens croissants, le Vietnam et la Corée du Sud semblent jouer ce jeu traditionnel des relations asymétriques avec les très grandes puissances, le Vietnam plutôt en tendant la main aux États-Unis et la Corée du Sud en multipliant les liens économiques avec la Chine<sup>45</sup>. Cet « entre-deux » n'est hélas guère étudié pour les petits pays d'Europe occidentale avant 1914 (voire jusqu'en 1945), puisqu'il a surtout été question de la « Misère des petits États d'Europe de l'Est » (Istvan Bibo) coincés entre les colosses allemand et russe. Or on peut retrouver, pour les Pays-Bas, la Belgique, le Danemark et les autres pays scandinaves (sans parler du cas de la Grèce), la « tentation économique » de l'Allemagne et les liens multiples avec le Royaume-Uni<sup>46</sup>. La Seconde Guerre mondiale mène à leur satellisation par l'Allemagne, par l'occupation ou la dépendance économique, mais montre aussi leurs capacités à obtenir la bienveillance britannique.

Lorsque la Chine n'est pas comparée à l'Allemagne impériale, elle est comparée aux États-Unis du XIX<sup>e</sup> siècle, puissance à l'ascension spectaculaire qui ne s'est guère engagée internationalement (si on fait fi d'une politique asiatique fort active), qui aurait connu une « ascension pacifique », (ce qui occulte des guerres quasi permanentes<sup>47</sup>) et s'est surtout préoccupée d'éloigner les puissances extérieures de l'hémisphère occidental (la fameuse « doctrine Monroe ») et de dominer celui-ci. La présence, voire certaines ambitions allemandes en Amérique latine ont même contribué à tendre les relations entre les États-Unis et l'Allemagne<sup>48</sup>. La guerre civile chinoise et la période maoïste seraient l'équivalent de la guerre civile américaine, et la Chine post-1978, comme les États-Unis post-1865 donnerait la priorité à l'économie, avec une approche plutôt protectionniste et une tolérance pour les trafics ; de même, elle développe un discours sur l'harmonie internationale, et ne veut pas exercer de leadership<sup>49</sup>. Là encore, c'est oublier les dimensions impériales de l'histoire des États-Unis au XIX<sup>e</sup> siècle, et surtout l'activisme missionnaire, philanthropique et prohibitionniste des « proto-ONG » américaines<sup>50</sup>. La Chine est donc suspectée de vouloir établir une sorte de « doctrine Monroe » pour l'Asie, quand on ne

<sup>42</sup> William A. Callahan, *China Dreams. 20 Visions of the Future*, New York, Oxford University Press, 2013, chapitre 2.

<sup>43</sup> C'est l'hypothèse de l'« Eastphalia » : *Indiana Journal of Global Legal Studies*, 2012, n°17(1)

<sup>44</sup> La comparaison avait été esquissée, sans s'appuyer vraiment sur une connaissance du fonctionnement du système tributaire chinois, par Pierre Melandri et Justin Vaisse, *L'empire du Milieu. Les États-Unis et le monde depuis la fin de la guerre froide*, Paris, Odile Jacob, 2001. Pour une comparaison approfondie (même si elle force parfois l'analogie), Yuen Foong Khong, « The American Tributary System », *Chinese Journal of International Politics*, 2013, n°6(1)

<sup>45</sup> Joon-Woo Park, Don Keyser et Gi-Wook Shin (eds.), *Asia's Middle Powers. The Identity and Regional Policy of South Korea and Vietnam*, Washington DC, Brookings, 2013. Sur les jeux des « petits », John D. Ciorciari, *The Limits of Alignment. Southeast Asia and the Great Powers since 1975*, Washington DC, Georgetown University Press, 2010.

<sup>46</sup> Patrick Salmon, *Scandinavia and the Great Powers, 1890-1940*, Cambridge, Cambridge University Press, 1997, Nigel Ashton et Duco Hellema (eds.), *Unspoken Allies. Anglo-Dutch Relations since 1780*, Amsterdam, Amsterdam University Press, 2001, Jorgen Sevaldsen et Bo Bjørke (eds.) *Britain and Denmark: political, economic and cultural relations in the 19<sup>th</sup> and 20<sup>th</sup> Centuries*, Copenhagen, Museum Tusulanum Press, 2003.

<sup>47</sup> Robert Kagan, *Dangerous Nation. America and the World, 1600-1898*, New York, Atlantic Books, 2006

<sup>48</sup> Pour un bilan récent de l'historiographie considérable sur la présence allemande en Amérique latine, H. Glenn Penny, « Review Essay : Latin American Connections, Recent Work on German Interactions with Latin America », *Central European History*, 2013, n° 46(3)

<sup>49</sup> Barry Buzan et Michael Cox, « China and the United States: Comparable Cases of Peaceful Rise? », *The Chinese Journal of International Politics*, 2013, n°6(2)

<sup>50</sup> Sur les dimensions impériales, le bilan de Paul Kramer, « Empire and connection : Imperial histories of the United States and the World », *The American Historical Review*, Décembre 2011 ; sur l'impérialisme rédempteur, Ian Tyrell, *Reforming the World. The Creation of America's Moral Empire*, Princeton, Princeton University Press, 2010, Frank Ninkovich, *Global Dawn: The Cultural Foundations of American Internationalism, 1865-90*, Cambridge (Mass.), Harvard University Press, 2009

considère pas que cette ambition est naturelle, au nom du réalisme offensif<sup>51</sup>. Les États-Unis, comme les puissances européennes auparavant, craignent donc d'être « expulsées » d'Asie. Le spectre d'un bloc « jaune » anti-occidental est une des facettes du « péril jaune » ; il s'est constitué dans les années 1930-1950, a réapparu au début des années 1990 avec les succès du Japon et le discours sur les valeurs asiatiques, les vertus de l'autoritarisme éclairé, et le « recentrage asiatique » dans le domaine économique. D'où le discours de type « après moi le déluge » sur le monde « post-américain ». Parce que les États-Unis seraient les garants des équilibres régionaux et de la stabilité, leur repli mènerait à un monde plus militarisé, plus compétitif et plus conflictuel<sup>52</sup>. L'engagement américain aurait empêché que l'Europe de l'après 1945 ressemble à l'Europe de la première moitié du siècle ; un désengagement américain d'Asie ferait ressembler l'Asie du XXI<sup>e</sup> siècle à l'Europe de l'avant 1914. Et effectivement, il semble bien que, malgré la fin de la guerre froide, malgré la montée en puissance de la Chine, et malgré des formes de résistance et de critique, la « méta-structure » de l'hégémonie régionale américaine perdure, notamment parce qu'elle est plutôt souhaitée dans la région, parce qu'elle est constamment renégociée, et parce que le coût (et les risques) de son remplacement serait trop élevé. La Chine participe à des institutions qui la renforcent<sup>53</sup>.

---

<sup>51</sup> John Mearsheimer, «The Gathering Storm: China's Challenge to US Power in Asia», *Chinese Journal of International Politics*, 2010, n°3(3).

<sup>52</sup> Stephen G. Brooks, G. John Ikenberry, William C. Wohlforth, «Don't Come Home, America: The case against Retrenchment», *International Security*, Hiver 2012/2013 (et les débats dans le numéro d'automne 2013). C'est un écho de l'expression clintonienne de «nation indispensable», et de l'hégémonie ou le chaos » des néoconservateurs (ainsi de Niall Ferguson, « A World Without Power », *Foreign Policy*, Juillet-août 2004.

<sup>53</sup> Evelyn Goh, *The Struggle for Order. Hegemony, Hierarchy, and Transition in Post-Cold War East Asia*, New York, Oxford University Press, 2013

## DEUXIÈME PARTIE : CE QUI A CAUSÉ LA GUERRE DE 1914 EST-IL OU PEUT-IL ÊTRE A L'ŒUVRE EN ASIE ORIENTALE ?

### I. LES CAUSES STRUCTURELLES : RIVALITÉS ET INSÉCURITÉS

#### 1. LES RIVALITÉS IMPÉRIALES

Les rivalités entre grandes puissances apparaissent comme une cause majeure de la Première Guerre Mondiale. Il ne faut toutefois pas exagérer l'impact des compétitions coloniales. Elles ont certes contribué à tendre l'atmosphère et à accroître les tensions entre grandes puissances européennes. Les empires coloniaux ont été considérés comme une base essentielle de la puissance : ceux qui en étaient privés, ou qui se contentaient de la portion congrue (comme l'Allemagne) étaient donc frustrés, cherchant au mieux à forcer la place, ou au pire à trouver des compensations en Europe même (à l'Est). La transposition d'un jeu avant tout européen à un jeu mondial, avec le « nouvel impérialisme », fit de l'Allemagne un relatif perdant. L'apaisement de ces rivalités par les rapprochements franco-britannique de 1904 et anglo-russe de 1907 a eu de profondes répercussions sur le système européen<sup>54</sup>. En Asie, s'il est excessif de parler de quadruple alliance<sup>55</sup>, l'Allemagne est progressivement isolée, par le rapprochement franco-anglo-russe, l'alliance anglo-japonaise de 1902 (dirigée initialement contre la Russie) et le rapprochement russo-japonais qui intervient dès 1907, peu de temps après la guerre russo-japonaise, notamment grâce à l'intermédiation française. Il faut rajouter les accords entre Américains et Japonais, les premiers renonçant à contester la domination japonaise en Corée et les seconds la domination américaine aux Philippines. L'objectif des puissances occidentales n'était pas principalement d'isoler l'Allemagne, mais aussi de contrôler les ambitions japonaises. Mais en définitive, aucune guerre n'est née directement des compétitions coloniales, malgré les fortes tensions franco-britanniques et surtout anglo-russes. La périphérie coloniale fut même un défouloir pour les militaires, une soupape de sûreté pour des métropoles confrontées à l'accroissement démographique et aux tensions sociales, et un moyen de transférer rivalités et violences loin de l'Europe – même s'il est probable que les violences européennes du premier XXe siècle soient en partie un « choc en retour » de cette violence coloniale. L'Allemagne pouvait croire que les rapprochements des Britanniques avec la France et la Russie ne pourraient pas durer à cause de leurs rivalités coloniales, tandis qu'elle ne pouvait vraiment faire alliance avec le Royaume-Uni car celui-ci pourrait l'entraîner dans ces rivalités coloniales, tandis que Londres craignait d'être entraînée dans les rivalités européennes de l'Allemagne.

Il ne faut pas oublier que le Royaume-Uni était avant tout un Empire mondial, et que la rivalité fondamentale du XIXe siècle fut la rivalité anglo-russe, pour les restes des grands Empires déclinants de la Méditerranée au Pacifique. A la veille de 1914, le rapprochement anglo-russe de 1907 était en péril, à cause des tensions sur tout cet espace, et la guerre inévitable semblait être l'affrontement entre ces deux grands Empires<sup>56</sup>. Certains historiens britanniques (comme Keith Wilson) considèrent même que Londres est entré dans la guerre pour pouvoir « surveiller » la Russie (voire la France) si celle-ci sortait victorieuse de la guerre, d'autant que la Russie avait prioritairement les yeux tournés vers l'Empire ottoman et la Perse et voulait profiter de la guerre pour y réaliser d'anciennes ambitions et mettre fin à la subversion de son « Sud » qu'elle leur attribuait<sup>57</sup>. L'objectif aurait également été de préserver l'entente avec la Russie indispensable pour les intérêts britanniques en Asie. Le dilemme britannique était d'avoir une Russie assez puissante pour contenir la menace allemande mais assez faible pour ne pas menacer l'Empire<sup>58</sup>. Le pire était une alliance germano-russe, qui donnerait les mains libres à la Russie tandis que le Royaume-Uni serait bloqué en Europe : ce cauchemar advint après le traité de Brest-Litovsk en mars 1918, la Russie devenant subordonnée à l'Allemagne et ne combattant plus l'Empire

<sup>54</sup> Paul W. Schroeder, «International politics, peace and war, 1815-1914», In: T.C.W. Blanning (ed.), *Short Oxford History of Europe. The Nineteenth Century*, Oxford, Oxford University Press, 2000, p. 188sq

<sup>55</sup> C'est la thèse de John Albert White. *Transition to Global Rivalry. Alliance Diplomacy and the Quadruple Alliance*. Cambridge: Cambridge University Press, 1995

<sup>56</sup> Jennifer Siegel. *Endgame. Britain, Russia, and the Final Struggle for Central Asia*, Londres: IB Tauris, 2002.

<sup>57</sup> Sean McMeekin, *The Russian Origins of the First World War*, Cambridge (Mass.), Belknap Press, 2011, Michael A. Reynolds, *Shattering Empires. The Clash and Collapse of the Ottoman and Russian Empires, 1908-1918*, Cambridge, Cambridge University Press, 2011

<sup>58</sup> Keith Neilson, *Britain and the Last Tsar. British Policy and Russia, 1894-1917*, Oxford, Oxford University Press, 1995

ottoman : durant quelques mois, jusqu'en novembre 1918, Londres crut vraiment que son Empire asiatique était en grand danger. La focalisation des historiens français et allemands sur le Rhin a fait oublier cette « *Big Picture* ». La rivalité américano-soviétique a succédé à la rivalité anglo-russe sur les mêmes espaces. La détente des années 1970 était liée aux tensions sino-soviétiques, et la fin de la guerre froide en partie à la montée en puissance de l'Asie orientale. Ne peut-on imaginer demain un fort rapprochement russo-américain face à une Chine de plus en plus puissante, avec un œil sur la politique russe au Moyen-Orient, laquelle une fois encore craint la déstabilisation de son Sud, à cause de la diffusion du djihadisme ? La Russie a du mal à peser en Asie, si ce n'est à accepter de vendre toujours plus d'énergie et d'armes sophistiquées à la Chine, tandis que l'Extrême-Orient russe et l'Asie centrale semblent les deux horizons de l'expansion chinoise<sup>59</sup>. Ce qui n'empêche pas Chinois et Russes de mimer depuis des années une quasi-alliance anti-américaine et les observateurs de fantasmer sur une nouveau bloc sino-russe qui serait presque aussi déstabilisateur pour l'Ouest démocratique que l'alliance germano-soviétique.

Le monde d'aujourd'hui ne permet pas cette course aux colonies, mais seulement aux clientèles, et encore moins de déverser le trop-plein démographique – et les pays d'Asie sont tous entrés dans la seconde phase de leur transition démographique. L'inquiétude porte sur le besoin exponentiel en matières premières, et en particulier en énergie. Les plus alarmistes annoncent une bataille mondiale pour l'accès à ces richesses, et donc des rivalités exacerbées. Le Royaume-Uni et l'Allemagne étaient de gros producteurs de charbon, et il n'était pas question de rareté de l'énergie. La situation serait davantage comparable avec la Seconde Guerre mondiale, lorsque face à l'Empire britannique et aux États-Unis bien dotés, Allemagne et Japon ont considéré que pour pouvoir mener une guerre totale ils devaient mettre la main sur des ressources qu'ils ne possédaient pas, en particulier agricoles et pétrolières. On peut dès lors imaginer un accroissement des tensions pour l'accès aux minéraux d'Afrique, par exemple entre la Chine et l'Inde, ou une bataille pour le pétrole du Moyen-Orient si les États-Unis considèrent que la Chine cherche à se le réserver, alors que depuis 1945 et surtout la doctrine Carter de 1980, ils prétendent être les garants de son libre acheminement (tout en étant, depuis quelques années de moins en moins dépendants). Les États asiatiques conservent une approche étatiste et mercantiliste de ces questions<sup>60</sup>. Un dilemme de sécurité serait même en train de s'ébaucher. La Chine est de plus en plus dépendante du pétrole importé, notamment du Moyen-Orient, tandis que la domination américaine des mers permet de perturber, voire d'empêcher ces flux vers la Chine. Dès lors celle-ci cherche, par le développement de sa marine, à protéger son accès au pétrole. Cette montée en force de la marine chinoise est considérée comme une provocation par les États-Unis<sup>61</sup>. Le charbon et le fer ont non seulement été au cœur de la puissance militaire de la France et de l'Allemagne, mais les années 1870-1945 peuvent apparaître comme une gigantesque bataille franco-allemande, avec de forts enjeux territoriaux, afin de dominer la sidérurgie de l'Europe du Nord-ouest, dans l'entre-deux bilingue disputé depuis le traité de Verdun de 843, de la Belgique au Nord de l'Italie. Par la CECA, la construction européenne a « mis en commun » cet enjeu belligène. Les tensions entre pays asiatiques autour des délimitations maritimes, des îlots contestés, et des ressources dans le pourtour maritime de la Chine ont provoqué maints appels à des formes de gestion coopérative. Mais la CECA est née d'un contexte particulier : la défaite complète de l'Allemagne, la nécessité de reconstruction d'une Europe dévastée par la guerre, la volonté de tourner la page compétitive après la seconde Guerre mondiale, les encouragements américains à l'intégration européenne, et l'inquiétude face à la menace soviétique. Et les ressources des mers bordant la Chine sont insuffisantes pour imaginer qu'elles se trouvent au cœur d'un processus semblable de coopération-réconciliation avec le Japon et les États d'Asie du Sud-est.

### 2. LE DILEMME DE SÉCURITÉ POUR L'ALLEMAGNE ET LA CHINE

Quelles analogies pourrait-on faire à propos des aires potentielles d'extension (même pacifique) de la Chine en Asie ? La Corée peut être assimilée à la Belgique : la première est traditionnellement considérée à Tokyo comme une dague pointée vers le Japon, si elle est unie et entre les mains d'une puissance hostile (la Russie au tournant des XIXe-XXe siècles) ; la seconde ne devait pas être occupée par une puissance hostile à l'Angleterre, pour ne pas courir le risque d'une invasion. Pour les États-Unis, l'Asie centrale ressemblerait à l'Europe de l'Est pour le Royaume-Uni, à savoir une région éloignée dont on ne sait pas grand-chose et qui n'apparaît pas de prime abord comme un intérêt vital, d'autant que la Russie est, comme en 1914, la première concernée : mais elle constitue une base pour le renforcement de la puissance de l'ennemi. A l'heure où il est

<sup>59</sup> Stephen Blank, "Toward a New China Order in Asia: Russia's Failure", NBR Special Report, Mars 2011 et "The Context of Russo-Chinese Military Relations", *American Foreign Policy Interest*, 2013, n°35(5)

<sup>60</sup> Christopher M. Dent, "Understanding the Energy Diplomacies of East Asian States", *Modern Asian Studies*, Décembre 2012.

<sup>61</sup> Charles L. Glaser, "How Oil Influences US National Security", *International Security*, Automne 2013

question dans le débat stratégique américain de blocus de la Chine<sup>62</sup>, rappelant la stratégie britannique à l'égard de l'Allemagne impériale, la Chine semble se tourner vers la Russie et l'Asie centrale pour se constituer une « autoroute énergétique » sécurisée<sup>63</sup>, comme l'Allemagne nazie, tirant les leçons du passé, a essayé de profiter des ressources à l'Est par l'alliance avec la Roumanie et l'Union soviétique, puis par la prise de possession violente des ressources de l'Ukraine et du Caucase. Enfin, l'Asie du Sud-est pourrait être assimilée aux Balkans. Au-delà des enjeux de clientélisme et de la fragilité des constructions étatiques, cette région est devenue centrale pour les États-Unis à la fin des années 1930, et surtout après 1941. S'il est de bon ton de considérer que les États-Unis n'avaient pas d'intérêts réels au Vietnam et exagéraient un possible effet-domino de la progression communiste, ils avaient le souvenir des conséquences de la progression foudroyante du Japon, qui put menacer l'Australie, l'Inde et le Moyen-Orient. L'Asie du Sud-est constituait dans les années 1960 un réservoir de ressources et un marché potentiel pour le Japon. Une domination chinoise dans la région mettrait en péril le Japon et menacerait des voies de circulation maritime essentielles. De même, la domination austro-allemande (ou russe) des Balkans menaçait la circulation britannique en Méditerranée et donc la fameuse « route des Indes ». Singapour pourrait être la Grèce des Américains. Pour finir, beaucoup a été écrit sur une rivalité sino-indienne en Asie du Sud-est, notamment avec la domination de l'Océan Indien comme enjeu. Mais en réalité, l'Asie du Sud-est dans les années 1960-70 ressemblait peut-être aux Balkans avec des affrontements entre États. Mais aujourd'hui, c'est elle qui produit des institutions et s'efforce de « socialiser » les grandes puissances. Si la Serbie est de nouveau considérée comme le « rogue » responsable de la Première Guerre mondiale<sup>64</sup>, ce qui doit être rapporté aux guerres serbes des années 1990 et à la réhabilitation nostalgique de l'Empire austro-hongrois et des empires multiethniques en général<sup>65</sup>, c'est la Corée du Nord qui pourrait tenir se rôle dans l'Asie de demain et déclencher une escalade – voire les Philippines qui provoqueraient excessivement les Chinois en Mer de Chine.

La comparaison entre la Chine d'aujourd'hui et l'Allemagne de 1914 n'est guère probante en termes de situation, un peu plus en termes de processus. L'Allemagne unie avait surgi au centre du continent européen suite à de brillantes victoires militaires de 1864 à 1871. C'est à l'égard de l'Allemagne que certains États avaient des revendications territoriales, en particulier la France qui avait perdu l'Alsace-Lorraine. L'Allemagne de Bismarck était une puissance satisfaite en Europe, au cœur des alignements diplomatiques, et cherchant à isoler la France ou à la détourner du Rhin grâce aux aventures coloniales. La Chine fut certes victorieuse de la Seconde Guerre mondiale, put rétablir sa domination sur certains territoires, notamment à l'Ouest, et put mettre fin aux traités inégaux. Mais c'est elle qui a des revendications territoriales : ramener Taiwan dans le giron du continent, « récupérer » des îlots encore aux mains des Japonais, asseoir définitivement sa souveraineté sur la Mer de Chine du Sud, voire revenir un jour sur l'indépendance de la Mongolie extérieure imposée par la Russie,... Elle était complètement isolée dans les années 1960 et a des contentieux frontaliers avec la plupart de ses voisins.

La « position centrale » de l'Allemagne a été considérée comme une contrainte géopolitique majeure, induisant la peur de l'encerclement et de l'invasion. La Chine a vingt voisins, et a plutôt été accommodante depuis vingt ans pour négocier ses frontières<sup>66</sup>. Comme l'Allemagne d'avant 1914, elle peut se sentir corsetée, entre Inde, Russie, Japon et surtout États-Unis. Toute tentation de politique assertive, comme à partir de 2009, se retourne contre elle, puisqu'elle suscite une vague d'inquiétude<sup>67</sup>, et elle profite notamment aux États-Unis, même si Pékin n'essaye pas explicitement, comme le faisait Berlin, de provoquer des crises pour rompre les alignements régionaux. D'une certaine manière, elle l'avait fait en septembre 1954 lors de la crise de Quemoy et Matsu : mais alors que l'objectif avait été d'empêcher la signature d'un traité entre les États-Unis et la République de Chine, la crise a accéléré sa signature<sup>68</sup>. L'Allemagne, dans les crises marocaines de 1905-1906 et 1911, voulait éloigner Londres et Paris mais les a rapprochés. Peut-être la Chine en Asie connaîtra-t-elle le même défi que l'Allemagne en Europe : trop forte pour les équilibres régionaux, mais trop faible pour dominer le continent. Toutefois, une différence majeure avec l'Allemagne (et avec la Chine des années 1840 aux années

<sup>62</sup> Sean Mirski, « Stranglehold: The Context, Conduct and Consequences of an American Naval Blockade of China », *The Journal of Strategic Studies*, 2013, n°36(3)

<sup>63</sup> Rosemary A. Kelanic, « China's Changing Oil Calculus », *The National Interest on line*, 12 novembre 2013

<sup>64</sup> Christopher Clark, *Les somnambules. Été 1914 : comment l'Europe a marché vers la guerre*, Paris, Flammarion, 2013

<sup>65</sup> Je me permets de renvoyer à « Résurgences impériales », *Sciences Humaines*, Hors-Série, Novembre-Décembre 2013

<sup>66</sup> Bruce A. Elleman, Stephen Kotkin et Clive Schofield (eds.), *Beijing's Power and China's Borders. Twenty Neighbors in Asia*, Armonk, M.E. Sharpe, 2013

<sup>67</sup> Sur l'exagération, par les commentateurs, de cette « nouvelle assertivité », Alastair Iain Johnston, « How New and Assertive Is China's New Assertiveness ? », *International Security*, Printemps 2013

<sup>68</sup> En dernier lieu, Hsia-Ting Lin, « The US-Taiwan Military Diplomacy Revisited: Chiang Kai-shek, *Baituan*, and the 1954 Mutual Defence Pact », *Diplomatic History*, Été 2013

1940), est que la Chine n'a pas à craindre une offensive concertée de voisins puissants : on a du mal à imaginer un déferlement de troupes des puissances vieilles (le Japon et la Russie), de l'Inde (même si sa population en âge de combattre dépasse désormais celle de la Chine), ou même des États-Unis (qui ont eu bien du mal avec les petits Irak et Afghanistan). La Chine n'a jamais été aussi en sécurité à ses frontières.

## II. LES CONSÉQUENCES DE LA *POWER POLITICS*

### 1. *DES ALLIANCES TROP RIGIDES ?*

Une des « leçons » majeures tirées de la Première Guerre mondiale est que les alliances rigides transforment un conflit localisé en guerre générale (le fameux « *chain gang* »). En effet, il est probable que l'Allemagne s'est lancée dans une sorte de guerre préventive parce qu'elle voyait les relations anglo-franco-russes se resserrer, et la Russie se lancer dans des programmes d'armement qui lui permettraient de peser plus lourdement et plus rapidement dans une guerre contre l'Allemagne<sup>69</sup>. Toutefois, la logique du « *chain gang* » est remise en cause : les alliances avant 1914 servaient plus souvent à modérer et contrôler les alliés qu'à les pousser au combat<sup>70</sup>. Surtout, elles étaient sans doute moins rigides qu'on ne le croit souvent. En 1913-1914, le Royaume-Uni commençait à craindre de nouveau la puissance russe, d'autant que Nicolas II avait imposé à la Douma un important effort de construction navale<sup>71</sup>, et il y eut quelques ouvertures à l'égard de l'Allemagne. Il était même question de détente<sup>72</sup>. Lors de la crise de 1914 en revanche « *the fear of abandonment* » l'a emporté sur « *the fear of entrapment* ». Ne pas soutenir l'allié était considéré comme trop risqué<sup>73</sup>, tandis que la France passa plus de temps à s'assurer que le Royaume-Uni rentrerait bien en guerre plutôt qu'à chercher une solution pacifique à la crise. Dans les années précédentes, les Français avaient cherché à « entraîner les Anglais » pour une guerre sur le continent, et la relation militaire franco-britannique de plus en plus étroite résultait d'une volonté réciproque, symbolisée par des échanges d'hommes et d'expériences de plus en plus nombreux<sup>74</sup>. Mais à la veille de la guerre encore le « *Continental Commitment* » britannique n'était en rien acquis, d'autant que la perspective d'une guerre continentale semblait s'éloigner et que les questions coloniales semblaient plus pressantes. Il n'y avait pas de certitude qu'une force expéditionnaire britannique arrive rapidement sur le continent. Et ce ne sont pas ces rapprochements militaires qui ont forcé la main du Cabinet à Londres durant la crise de l'été 1914<sup>75</sup>. En fait, d'une certaine manière, les alliances n'étaient pas assez rigides, car chacun craignait des rapprochements entre ses alliés et ses adversaires : la France, un rapprochement entre Londres et Berlin ou entre Saint-Petersbourg et Berlin, et Londres n'était pas certain qu'il n'y aurait pas un jour un rapprochement franco-allemand.

« *The fear of entrapment* » a longtemps marqué les alliances bilatérales américaines en Asie. Il fallait s'assurer que Taiwan et la Corée du Sud ne partiraient pas dans des aventures risquées pour réunifier leurs pays<sup>76</sup>. Le Japon craignait d'être entraîné dans les guerres américaines en Asie ; Washington et Tokyo négocient aujourd'hui les formes possibles d'utilisation des forces américaines basées dans l'archipel en cas de nouvelle guerre en Corée. « *The fear of abandonment* » a justifié que les Américains, au nom de la crédibilité, se battent au Vietnam : il ne fallait pas que leurs alliés doutent d'eux. Le Japon fut inquiet après le voyage surprise de Nixon en Chine, et les alliés des États-Unis en Asie du Sud-est après que les États-Unis eurent abandonné le Vietnam à

<sup>69</sup> Samuel Williamson Jr, « German Perceptions of the Triple Entente after 1911. Their Mounting Apprehensions Reconsidered », *Foreign Policy Analysis*, 2011, n°7(2).

<sup>70</sup> Dominic Tierney, « Does Chain Gang Cause the Outbreak of War? », *International Studies Quarterly*, 2011, n°55(2), William Mulligan, *The Origins of the First World War*, Cambridge, Cambridge University Press, 2010

<sup>71</sup> Tony E. Demchak, « Rebuilding the Russian Fleet: The Duma and Naval Rearmament, 1907-1914 », *Journal of Slavic Military Studies*, 2013, n°26(1)

<sup>72</sup> William Mulligan la fait terminer au milieu de l'année 1913, mais T.C. Otte la voit continuer : « Detente 1914 : Sir William Tyrrell's Secret Mission to Germany », *The Historical Journal*, Mars 2013. Aussi, Friedrich Kissling, « « Unfought Wars. The Effect of Detente before World War I », In : Holger Hafflerbach et David Stevenson (eds.), *An Improbable War, op. cit.*

<sup>73</sup> Cela pose la question de la crédibilité en relations internationales. Jonathan Mercer (*Reputation and International Politics*, Ithaca, Cornell University Press, 1996) s'est efforcé de montrer qu'on exagérait souvent l'importance de cette perception ; sa thèse a été contrée, en s'appuyant sur les crises du début du siècle (mais hélas pas la période 1913-1914) par Gregory D. Miller, *The Shadow of the Past. Reputation and Military Alliances before the First World War*, Ithaca, Cornell University Press, 2012

<sup>74</sup> William J. Phillpott, « The Making of the Military Entente, 1904-1914: France, The British Army, and the Prospect of War », *English Historical Review*, Octobre 2013

<sup>75</sup> T.G. Otte, « "The Method in which we were schooled by experience": British Strategy and a Continental Commitment before 1914 », In: Keith Neilson et Greg Kennedy (eds.) *The British Way of Warfare. Foxwar and the International System, 1856-1956*, Londres, Ashgate, 2010

<sup>76</sup> Victor D. Cha, « Powerplay. Origins of the U.S. Alliance System in Asia », *International Security*, Hiver 2009/2010

son sort. Il est beaucoup question aujourd'hui d'une prétendue perte de crédibilité des États-Unis à cause de leur attitude dans la crise syrienne, et des inquiétudes de leurs alliés (en particulier Israël et l'Arabie Saoudite) à cause de leur apparente volonté de changer leurs relations avec l'Iran : il n'est pas impossible qu'au-delà du discours sur le « *rebalancing* », certains partenaires des États-Unis se posent des questions sur leur fiabilité. Mais le degré d'automatisme dans les alliances américaines est beaucoup plus élevé que dans l'Entente Cordiale du début du XXe siècle, ce qui est plutôt considéré comme une source de dissuasion et de stabilité.

Aujourd'hui toutefois, il n'existe que très peu d'alliances formelles en Asie. Les États-Unis en ont avec le Japon et la Corée du Sud. La Chine n'en a pas, sinon un lien ancien et fort avec le Pakistan dans le subcontinent indien, et des rapports difficiles avec la Corée du Nord. Il existe d'ailleurs un scénario rappelant 1914, d'une Corée du Nord affaiblie se lançant dans la guerre contre la Corée du Sud, et entraînant l'intervention des États-Unis et de la Chine, mais la Corée du Nord n'a pas la même importance pour Pékin que l'Autriche-Hongrie pour Berlin, et la Corée du Sud n'est pas la Serbie. Si certains ont espéré une structure bipolaire stable en Asie<sup>77</sup>, qui serait l'écho de la bipolarité des années 1950 (laquelle n'était pas très stable mais peut-être préférable pour les États-Unis à la multiplication d'ennemis concurrents dans la région comme dans les années 1960-70<sup>78</sup>), la plupart des observateurs montrent qu'il n'y a guère de *balancing* anti-chinois en Asie, ce qui ne veut pas forcément dire que ce soit l'Asie sinocentrée traditionnelle, plus que l'Europe du XIXe siècle, qui soit l'avenir de l'Asie<sup>79</sup>. Le Vietnam pourrait être dans cette logique de *balancing*, mais on a du mal à imaginer son alliance en bonne et due forme avec les États-Unis - quoique l'alliance franco-russe ait été scellée dans les années 1890 entre une France républicaine et une Russie autocratique, alors que Napoléon avait envahi la Russie et que les troupes du Tsar avaient poussé jusqu'à Paris. Inde et Indonésie sont des démocraties, mais Washington en attend peu, car ces deux pays ont une vieille tradition de non-alignement<sup>80</sup>. La course aux traités bilatéraux de libre-échange, les signatures par Pékin et Tokyo de traités de libre-échange avec l'ANSEA, ou bien le TPP que négocient difficilement les Américains (qui doit inclure des États latino-américains et n'exclut pas la Chine, même s'il est douteux qu'elle puisse remplir les critères de participation) ne ressemblent en rien à des formes d'alliance. Une entrée éventuelle de Taiwan dans le TPP<sup>81</sup> ne serait pas l'équivalent de l'alliance de décembre 1954, officiellement abandonnée en 1979 !

### 2. LA SPIRALE DE LA COURSE AUX ARMEMENTS

Une autre dimension de la *power politics* qui est souvent mise en avant pour expliquer le déclenchement de la Première Guerre mondiale est la course aux armements. Les études quantitatives ne sont pas vraiment arrivées à trancher pour savoir si les courses aux armements provoquaient des conflits. Pour l'avant 1914, elles ont considérablement alourdi l'atmosphère, mais sans rendre la guerre inévitable. Les regards se sont souvent portés sur la course aux armements navals entre le Royaume-Uni et l'Allemagne, mais nous avons vu qu'en 1912 elle avait perdu sa dynamique. C'est plutôt la course aux armements terrestres, entre l'Allemagne d'une part, et la France et la Russie d'autre part, qui a « militarisé » la diplomatie et les crises (avec l'usage de plus en plus fréquent des ultimatums et des mobilisations partielles), provoqué les plus vives inquiétudes, et accru la propension à prendre des risques. Ce sont ceux qui semblaient en difficulté (l'Allemagne qui manquait de base fiscale, l'Autriche-Hongrie qui ne pouvait rivaliser avec les autres grandes puissances) qui ont lancé la guerre. Mais en 1913-4, la course semblait freinée, et les tenants de l'équilibre financier poussaient à des pratiques plus raisonnables. Si la course aux armements rendait la guerre probable, elle ne la rendait pas inévitable<sup>82</sup>.

Il n'empêche qu'une possible spirale de la course aux armements est guettée avec inquiétude en Asie. Plusieurs petits États modernisent leurs équipements grâce à des achats coûteux. Ce n'est pas seulement l'effort

<sup>77</sup> Robert Ross, « The Geography of Peace: East Asia in the Twenty-First Century », *International Security*, printemps 1999

<sup>78</sup> Thomas J. Christensen, *Worse than a Monolith. Alliance Politics and Problems of Coercive Diplomacy in Asia*, Princeton, Princeton university Press, 2011

<sup>79</sup> David Kang, « Getting Asia Wrong. The Need for New Analytical Frameworks », *International Security*, Printemps 2003 (et le commentaire d'Amitav Acharya, « Will Asia's Past Be Its Future? », *International Security*, Hiver 2003/2004), David Kang, « Paper Tiger. Why isn't the rest afraid of China? » *Foreign Policy op. ed.*, 25 avril 2013

<sup>80</sup> Ted Osius, « Global Swing States: Deepening Partnerships with India and Indonesia », *Asia Policy*, Janvier 2014

<sup>81</sup> Richard Bush et Joshua Meltzer, « Taiwan and the Trans-Pacific Partnership: Preparing the Way », The Brookings Institution Center for East Asia Policy Studies, Octobre 2013

<sup>82</sup> David Stevenson, « Militarization and Diplomacy in Europe before 1914 », *International Security*, Été 1997 et « Was a Peaceful Outcome Thinkable? The European Land Armaments Race before 1914 », In: Holger Hafflerbach et David Stevenson (eds.), *An Improbable War, op. cit.*

naval chinois qui est scruté par les Américains, mais aussi une possible rivalité maritime indo-chinoise. Le Japon est certes contraint par sa Constitution, et la Chine peut se rassurer depuis les années 1970 en estimant que l'alliance américaine limite les efforts d'armement de son voisin. Mais la question de la révision de l'article 9 est régulièrement posée, les États-Unis sont tentés par le « partage du fardeau » de la défense de l'archipel (et de la Corée du Sud, à qui il est parfois reproché de se préoccuper davantage du Japon que de la menace nord-coréenne), et la menace du nucléaire nord-coréenne peut justifier des efforts spécifiques au Japon et en Corée du Sud, voire une intégration plus poussée entre ces deux pays et les États-Unis. Ces derniers s'inquiètent de l'augmentation rapide des dépenses militaires chinoises, qui suit la croissance à deux chiffres du PNB, sans qu'il y ait toutefois un effort effréné de Pékin, et désormais aussi de la modernisation de l'arsenal nucléaire chinois, qui était longtemps resté minimal<sup>83</sup>. Globalement, la part des dépenses militaires dans le PNB dans les pays asiatiques a plutôt diminué avec la fin de la guerre froide (notamment en Corée du Sud et à Taiwan), mais la prospérité croissante et les progrès technologiques peuvent faire augmenter mécaniquement les investissements militaires, tandis que la prolifération nucléaire et un jeu nucléaire multipolaire portent une ombre sur la stabilité de la région<sup>84</sup>.

### 3. PLANS DE GUERRE TROP RIGIDES ET IDÉOLOGIE DE L'OFFENSIVE

Enfin, d'autres dimensions militaires ont été pointées du doigt. D'une part, l'existence de plans de guerre rigides, qui auraient contraint les dirigeants. Néanmoins, il semble que cette rigidité ait été exagérée : les plans étaient en constante évolution, et le chef d'état-major autrichien multipliait les plans de guerre contre des ennemis différents, Italie, Serbie, Roumanie ou Russie<sup>85</sup>. Même le fameux plan Schlieffen, qui aurait imposé à l'Allemagne d'entrer en guerre contre la France au plus vite pour la battre et se retourner ensuite contre la Russie, semble avoir été moins rigide qu'on l'a toujours pensé (et un historien est allé loin en affirmant qu'il n'existait tout simplement pas)<sup>86</sup>. Du coup, il est plus difficile de défendre, comme on le faisait dans les années 1960, que les dirigeants, notamment allemands, ont été entraînés dans les logiques implacables de la planification militaire et que leurs choix étaient restreints<sup>87</sup>. En fait, l'insistance sur cette spirale infernale liée à la rigidité des plans de guerre fut liée durant la guerre froide à la crainte que les deux Grands soient entraînés malgré eux dans un échange de feu nucléaire à cause de la mécanique nucléaire dans une temporalité particulièrement contrainte.

D'autre part, le « culte de l'offensive » aurait corseté les choix diplomatiques. Dans les années 1980, lorsque les Américains se sont tournés vers des stratégies militaires plus offensives contre l'Union soviétique, et ont redécouvert les traditions militaires allemandes (en partie via Israël qui remportait brillamment la Guerre des Six Jours pendant que les États-Unis s'enlisaient au Vietnam), nombre de voix se sont élevées pour pointer du doigt les risques qu'elles comportaient, en reprenant le dossier des origines de la Première Guerre mondiale<sup>88</sup>. Cette stratégie a été testée sur terre non pas dans les plaines d'Europe centrale mais en Irak, à deux reprises. Sur mer et dans les airs, la volonté d'empêcher les forces soviétiques de sortir de leur tanière dans la Baltique et en mer d'Okhosk se retrouve aujourd'hui dans les scénarii de guerre contre la Chine, et les Américains s'agacent de la volonté supposée de la Chine de mener une stratégie anti-accès (et de se doter de moyens militaires qui la

<sup>83</sup> Sur le passé, M. Taylor Fravel et Evan S. Medeiros, « China's Search for Assured Retaliation. The Evolution of Chinese Nuclear Strategy and Force Structure », *International Security*, Automne 2010, Jonathan Holslag, « China's Deterrence Paradox », in Harsh V. Pant (ed.), *Handbook of Nuclear Proliferation*, New York, Routledge, 2012. Pour la modernization, Thomas J. Christensen, « The Meaning of the Nuclear Evolution: China's Strategic Modernization and US-China Security relations », *The Journal of Strategic Studies*, Août 2012, Michael S. Chase, « China's transition to a More Credible Nuclear Deterrent: Implications and Challenges for the United States Strategy », *Asia Policy*, Juillet 2013, Hans M. Kristensen et Robert S. Norris, « Chinese Nuclear Forces, 2013 », *Bulletin of the Atomic Scientists*, 2013, n°69(6)

<sup>84</sup> Ashley Tellis & alii (ed.), *Asia in the Second Nuclear Age. Strategic Asia 2013-2014*, National Bureau of Asian Research, 2013

<sup>85</sup> Richard F. Hamilton et Holger H. Herwig (eds.), *War Planning 1914*, Cambridge, Cambridge University Press, 2010

<sup>86</sup> Il s'agit de Terence Zuber. Sa thèse a provoqué dans les années 2000 des débats très intenses, notamment dans la revue *War in History* : s'il fut au départ critiqué par maints historiens professionnels, il a néanmoins instillé le doute chez nombre d'entre eux. Aussi les conclusions tirées de cette nouvelle approche par Keir A. Lieber, « The New History of World War I and What It Means for International Relations Theory », *International Security*, Automne 2007

<sup>87</sup> Holger H. Herwig, « "Military Doomsday Machine"? The Decision for War 1914 », *Journal of Military and Strategic Studies*, Été 2011

<sup>88</sup> Stephen Van Evera, « The Cult of the Offensive and the Origins of the First World War », *International Security*, Été 1984, Jack N. Snyder, *The Ideology of the Offensive: Military Decision Making and the Disasters of 1914*, Ithaca, Cornell University Press, 1984; et les critiques de Scott D. Sagan, « 1914 Revisited: Allies, Offensive and Instability », *International Security*, Automne 1986 et de Marc Trachtenberg.

permettraient), laquelle annihilerait cette ambition. Les traditions militaires chinoises millénaires sont scrutées, on étudie les leçons tirées par l'Armée Populaire de Libération des conflits qu'elle a menés, et des guerres récentes que les États-Unis ont conduites<sup>89</sup>. Or il semble bien qu'il n'y ait guère d'appétence pour la stratégie à la prussienne, et les conflits classiques menés par la Chine sont restés très limités (contre l'Inde en 1965, l'Union soviétique en 1969 et le Vietnam en 1979). Enfin, il est de plus en plus courant de s'interroger sur le contrôle civil de l'Armée chinoise, et sur le rôle de l'APL dans les comportements plus assertifs de la Chine. Cela renvoie en partie aux démonstrations faites que dans les Etats autoritaires (Allemagne, Autriche-Hongrie et Russie), l'éthos militaire (voire militariste) surdéterminait certains choix, tandis que les officiers de haut rang ont eu un rôle important dans le processus de décision en juillet 1914 – même s'il est excessif de considérer qu'ils ont imposé leurs choix. Le militarisme allemand, la « manière allemande de faire la guerre », et la culture de guerre allemande restent en accusation<sup>90</sup>.

Mais des plans de guerre offensifs ne signifient pas forcément intentions offensives, même si les risques sont accrus. De plus, le « culte de l'offensive » n'était pas exclusif à la veille de la Première Guerre mondiale. Des systèmes de fortification ont été construits, en fonction de ce qui apparaissait des priorités stratégiques : l'Italie pour l'Autriche-Hongrie, et le Rhin pour l'Allemagne. C'est seulement à partir de 1912 que les Allemands ont commencé à fortifier leur frontière orientale, et on peut se demander pourquoi ils ont préféré partir en guerre en juillet 1914 plutôt que d'attendre leur réalisation qui aurait rendu plus aisée la défense du pays<sup>91</sup>. Mais l'apparente stratégie défensive peut également apparaître comme déstabilisante, puisqu'elle permet l'offensive à l'abri d'un bouclier. C'est une critique adressée par la Chine et par la Russie aux projets et réalisations de systèmes de défense anti-missile, au Japon et en Corée du Sud. C'est une interrogation pour les possibles « cyberguerres » : l'offensive ne sert-elle pas la meilleure défense, le moyen d'être surpris par une offensive ?

### III. LES CAUSES STRUCTURELLES : LE RÔLE DES NATIONALISMES, DES LOGIQUES INTERNES, ET DE L' « ESPRIT DE 1914 »

#### 1. UN CHOC INÉVITABLE DES NATIONALISMES ?

La Première Guerre mondiale apparaît souvent comme le résultat inévitable du choc des nationalismes. Dans un ouvrage à succès aux fondements historiques bien fragiles, Thérèse Delpech insistait par exemple sur le « tournant de 1905 », que les historiens abordent avec bien plus de précaution<sup>92</sup>. Le nationalisme chinois est scruté comme le lait sur le feu, et est analysé comme l'est le nationalisme dans l'Allemagne impériale, à la fois « par en haut » (comment le pouvoir manipule le nationalisme pour dépasser les clivages internes ou les problèmes conjoncturels et renforcer sa légitimité), et « par en bas » (la mobilisation par des associations et la presse, notamment des classes moyennes et des jeunes). C'est la convergence du nationalisme d'Etat et du nationalisme populaire, et la sensibilité accrue à l'égard de l' « opinion », qui serait à la fois un atout et une contrainte pour la diplomatie chinoise<sup>93</sup>. De même, au Japon, le gouvernement Abe est accusé (notamment à cause du passé de sa famille) de jouer la carte nationaliste. Mais il y a aussi, par exemple, la pression nationaliste du maire de Tokyo Shintaro Ishihara, lequel prétend acheter les Shinkaku, obligeant le gouvernement à déclarer qu'elles appartiennent à la nation ; dès lors la Chine ne pense plus guère que les Américains modèrent leur allié, comme ils étaient censés le faire depuis les années 1970. Le nationalisme pourrait être instrumentalisé par les dirigeants chinois si la croissance économique, idéologie de substitution pour le communisme, venait à s'essouffler, ou si les contestations intérieures se développaient. Cette logique interne de la marche à la guerre

<sup>89</sup> Par exemple, Andrew Scobell, *China's Use of Military Force. Beyond the Great Wall and the Long March*, Cambridge, Cambridge University Press, 2003, Andrew Scobell, David Lai et Roy Kamphausen (eds.), *Chinese Lessons from Other People's Wars*, Strategic Studies Institute 2011: <http://www.strategicstudiesinstitute.army.mil/pdffiles/PUB1090.pdf>

<sup>90</sup> Kevin Cramer, "Review Essay: A World of Enemies: New Perspectives on German Military Culture and the Origins of the First World War", *Central European History*, 2006, n°39(2)

<sup>91</sup> David Stevenson, « Fortifications and the European Military Balance before 1914 », *The Journal of Strategic Studies*, Décembre 2012

<sup>92</sup> Thérèse Delpech, *L'ensauvagement. Le retour de la barbarie au XXI<sup>e</sup> siècle*, Paris, Grasset, 2005, « Y a-t-il des tournants historiques ? 1905 et le nationalisme », *Mil neuf cent. Revue d'histoire intellectuelle*, 2001, n°19

<sup>93</sup> Suisheng Zhao, « Foreign Policy Implications of Chinese Revisionism Revisited: the strident turn », *Journal of Contemporary China*, 2013, n°22(82)

(sorte de guerre de dérivation) a été particulièrement étudiée dans les années 1970 pour l'Allemagne et la Russie, même si elle n'est pas vraiment convaincante<sup>94</sup>.

Il faudrait apporter bien des nuances à cet impact des nationalismes. Premièrement, la mêlée des guerres balkaniques en 1912-1913 a été jugée en Europe assez sévèrement, et comparée à un continent où des telles violences ne pourraient pas exister – ce qui n'était pas certes de la bonne anticipation. Deuxièmement, les Empires multinationaux n'étaient en rien condamnés, et l'historiographie récente montre que bien peu de leaders des « nationalités » envisageaient leur disparition ; dans l'ensemble les mobilisations militaires de l'été 1914 se sont déroulées sans encombre. Troisièmement et surtout, au-delà de la redécouverte des formes d'internationalisme et de solidarités transnationales (liées à l'air du temps et à de nouveaux agendas de l'histoire des relations internationales), il apparaît qu'à la veille de la guerre, le nationalisme agressif était très minoritaire, et que les peuples sont partis en guerre par patriotisme (parce que chaque gouvernement a pu affirmer qu'il menait une guerre défensive), mais sans enthousiasme, contrairement à une légende tenace<sup>95</sup>.

### 2. L' « ESPRIT DE 1914 »

Si, comme il est souvent affirmé, la guerre se construit d'abord dans les têtes, il faut mettre l'accent sur l' « esprit de 1914 »<sup>96</sup>, à savoir sur les idéologies, les cadres mentaux, mais aussi les émotions (un champ d'analyse qui se développe très rapidement) des peuples, des groupes, des cercles dirigeants, et des hommes. Durant des décennies, on a scruté dans les idées du début du siècle les prémices des catastrophes à venir. Au-delà de groupes révolutionnaires et d'idées « pré-fascistes », il apparaît que nombre de dirigeants, notamment en Allemagne et en Autriche avaient une vision social-darwinienne du monde<sup>97</sup>. Ils anticipaient une guerre entre les Germains et les Slaves. La guerre était valorisée, pour renforcer les nations et les races, et permettre aux plus forts de s'imposer. Ce substrat idéologique, qui pose notamment que la guerre est inévitable (même si ce topos a été très exagéré, il n'était pas si courant et pas si dominant<sup>98</sup>) n'a pas disparu, surtout s'il est transposé dans la lutte entre « Blancs » et « Jaunes », mais il ne peut pas fonctionner comme il y a un siècle. En revanche, la vision d'une lutte constante entre puissances peut nourrir un mélange explosif entre optimisme (la Chine a le temps pour elle, c'est un très vieux pays à la différence des États-Unis), et pessimisme (l'inévitabilité de la grandeur chinoise est entravée par les États-Unis, ou par un Japon qui a essayé de renverser la hiérarchie asiatique à partir du XIXe siècle). Les débats n'en finissent pas pour savoir si l'Allemagne était trop sûre d'elle, de son *Sonderweg* et de ses capacités militaires<sup>99</sup>, ou si elle était encerclée, pessimiste, et craignant une double attaque.

A côté de l'émergence de ces discours « modernes », on redécouvre depuis une trentaine d'années à quel point les sociétés européennes étaient restées traditionnelles, et largement aristocratiques. Les questions d'honneur et de statut (pour les individus, mais aussi pour les États) étaient essentielles. De même, la masculinité est une dimension essentielle, le chancelier allemand en 1914 refusant l' « autocastration de l'Allemagne ». La guerre était un moyen de remasculiniser des sociétés affadiées par la vie moderne et l'urbanisation<sup>100</sup>. Or, les puissances montantes n'ont pas été avares en discours genré, comme la Chine de 1949 qui, de « pénétrée » est devenue « redressée ». La rivalité sino-américaine peut se muer en concours de masculinité, tandis que Poutine use de ces métaphores et de démonstrations de virilité – lui qui peut considérer qu'il a fait pour la Russie ce que Mao a fait pour la Chine en 1949. Mais en Asie, il est surtout question de « face », et les interminables batailles sur l'histoire et sur les manuels scolaires ont beaucoup à voir avec ces pratiques symboliques.

<sup>94</sup> James Joll et Gordon Martel, *The Origins of the First World War*, 3<sup>e</sup> édition, Londres, Pearson, 2007, chapitre 5; dans leur énorme recension des acquis récents, Samuel R. Williamson et Ernest R. May, "An Identity of Opinion: Historians and July 1914", *The Journal of Modern History*, Juin 2007 placent cette thématique en premier.

<sup>95</sup> Depuis la thèse fondatrice de Jean-Jacques Becker, *1914. Comment les Français sont partis en guerre*, Paris, Presses de la FNSP, 1977, les travaux se sont multipliés en Allemagne et en Angleterre pour contrer cette image d'Épinal. Par exemple, Jeffrey Verhey, *The Spirit of 1914. Militarism, Myth, and Mobilization in Germany*, Cambridge, Cambridge University Press, 2000

<sup>96</sup> James Joll et Gordon Martel, *The Origins of the First World War*, op. cit. chapitre 8

<sup>97</sup> Thomas Lindemann, *Les doctrines darwiniennes et la guerre de 1914*, Paris, Economica, 2001

<sup>98</sup> Holger Afflerbach, « The Topos of Improbable War in Europe before 1914 », In: Holger Afflerbach et David Stevenson (eds.), *An Improbable War? Op. cit.*,

<sup>99</sup> Mark Hewitson, *Germany and the Causes of the First World War*, Londres, Berg, 2004, Robert Foley, "German Assessments of France before the Great War", *The Journal of Intelligence History*, Hiver 2005.

<sup>100</sup> Avner Offer, "Going to War in 1914: A Matter of Honor?", *Politics & Society*, Juin 1995, Ute Frevert, "Honor, Gender and Power. The Politics of Satisfaction in pre-War Europe", In: Holger Afflerbach et David Stevenson (eds.), *An Improbable War? Op. cit.*, Richard Ned Lebow, *Why Nations Fight. Past and Future Motives for War*, Cambridge, Cambridge University Press, 2010, Margaret MacMillan, *The War That Ended Peace The Road to 1914*, New York, Random House, 2013

La question des modèles politiques est également posée. Britanniques, Français et bientôt Américains ont insisté dès leur entrée en guerre sur la différence majeure qui différenciait leurs systèmes politiques de celui de l'Allemagne et fustigé la « caste militariste » au pouvoir, jusqu'à parler de croisade. Au même moment, l'Allemagne vantait sa spécificité politique et culturelle. Mais avant la guerre, l'Allemagne était souvent admirée et il n'y avait pas de grands fossés idéologiques en Europe qui influent sur la politique extérieure. Il est moins sûr que les pays communistes d'Asie se présentent comme des modèles. Les écarts idéologiques, au-delà de certains discours « asiatistes », sont importants. Il n'y avait pas de paria provocateur comme la Corée du Nord en 1914, et le pays le plus critiqué pour les « droits de l'homme », la Russie, était allié des deux pays les plus attachés aux libertés, la France et le Royaume-Uni. Dans les relations sino-japonaises, la Chine peut mettre les questions historiques de côté, et le Japon les questions des droits de l'homme, mais les différences idéologiques demeurent avec une Chine socialiste, anti-impérialiste et « sinocentriste », tandis que le Japon est parfois tenté par des formules de type « arc de liberté et de prospérité »<sup>101</sup>. Mais au début du XXe siècle comme au début du XXIe siècle, la question des risques de la phase de démocratisation, aussi incomplète soit elle, est posée en rapport avec le risque de guerre, puisque le nationalisme peut être un instrument de mobilisation et de légitimation dans le combat politique durci par l'absence de culture démocratique. L'Allemagne impériale et nazie a été la preuve que le développement des classes moyennes n'est pas une garantie de démocratisation, voire qu'elles peuvent se tourner vers des idéologies extrémistes.

### 24. EN DÉFINITIVE POURTANT, L'HISTORIOGRAPHIE RÉCENTE AVANCE QUE LA GUERRE N'ÉTAIT PAS INÉVITABLE, ET QUE LA RESPONSABILITÉ INCOMBE AUX DÉCIDEURS DURANT LA CRISE DE JUILLET 1914<sup>102</sup>.

L'étude des forces profondes reste importante, pour comprendre la nature de la Première Guerre mondiale. Mais il est discutable de considérer que cette accumulation de poudre provoquerait nécessairement une explosion. Certes, il y a eu à un moment donné, une conjonction catalysante de facteurs qui a rendu la guerre possible<sup>103</sup>. Certes, on ne considère plus l'attentat de Sarajevo comme un événement mineur. On peut tout à fait estimer que sans l'assassinat de François-Ferdinand, il n'y aurait pas eu de guerre<sup>104</sup>. C'est pour cela que la plupart des scénarii d'une guerre sino-américaine ou asiatique partent d'événements locaux, notamment à Taiwan et en Corée (qui est coincée entre quatre grandes puissances comme les Balkans étaient coincés entre l'Autriche-Hongrie, la Russie, l'Italie, et le Royaume-Uni depuis la Méditerranée), ou d'incidents tendant les relations entre Washington et Pékin<sup>105</sup>. Mais si on ne néglige pas la mèche, ce sont les incendiaires qui sont scrutés, puisque leurs CHOIX, dans une ambiance qui n'était pas à la guerre au printemps 1914, ont lâché les forces potentielles qui s'étaient accumulées. Ces coterie d'une poignée d'individus sont donc considérées comme les responsables de la catastrophe de 1914<sup>106</sup>. Cette conclusion ne discrédite pas les approches précédentes, et il ne faut pas la considérer comme la réponse définitive à une interrogation qui se poursuivra bien après le centenaire de la guerre. Elle résulte sans doute d'un rapport différent à la guerre en général dans les sociétés occidentales, mais peut-être aussi du sentiment que l'administration Bush a fait croire pour l'Irak à une guerre de nécessité alors qu'elle aurait été largement une guerre de choix. On parla alors d'une petite coterie de décideurs, et de l'influence des néoconservateurs avec leur vision musclée et morale des relations internationales. Il s'agit aussi d'un avertissement pour les dirigeants qui voudraient jouer, comme en 1914, avec le feu des nationalismes, du militarisme, des ambitions de domination, et déclenchaient un nouveau cycle apocalyptique.

<sup>101</sup> Gilbert Rozman, « Narrowing the Gap between China and Japan : Three Dimensions of National Identity and the Korean Factor », *Japanese Journal of Political Science*, 2013, n°14(1)

<sup>102</sup> Sur ces conclusions saillantes, Heather Jones, « Historiographical Review. As the Centenary Approaches: The Regeneration of First World War Historiography », *The Historical Journal*, 2013, n°56(3)

<sup>103</sup> Richard Ned Lebow, « Contingency, Catalysts, and International System Change », *Political Science Quarterly*, 115(4), 2000-01

<sup>104</sup> Richard Ned Lebow, *Forbidden Fruit. Counterfactuals and International Relations*, Princeton, Princeton University Press, 2010, chapitre 3 et *Archduke Franz Ferdinand Lives! A World Without World War I*, New York, MacMillan, à paraître en 2014

<sup>105</sup> David P. Rapkin et William R. Thompson, *Transition Scenarios. China and the United States in the Twenty-First Century*, Chicago, University of Chicago Press, 2013, qui fait notamment le tour des ouvrages d'anticipation

<sup>106</sup> Holger H. Herwig, « "Military Doomsday Machine"?... op.cit., Michael S. Neiberg, *Dance of the Furies. Europe and the Outbreak of World War One*, Cambridge, Belknap Press, 2011, Christopher Clark, *Les Somnambules...* op. cit., Margaret MacMillan, *The War That Ended Peace* op. cit.

## ■ CONCLUSION : CE QUI N'A PAS FONCTIONNÉ POUR EMPÊCHER LA GUERRE EN 1914 OU QUI POURRAIT L'EMPÊCHER DÉSORMAIS

L'historiographie actuelle des causes de la Première guerre mondiale a évolué dans ses questionnements. Au lieu de faire la liste des facteurs qui ont mené à la guerre, il est courant désormais de se demander pourquoi les mécanismes ou les forces qui avaient empêché le déclenchement d'une guerre générale auparavant n'ont pas fonctionné en 1914. Dès lors, le raisonnement peut s'appliquer d'une part aux réflexions naissantes (surtout dans les pays scandinaves, liées au monde de la *Peace Research*), sur les causes de la « paix asiatique » qui dure depuis 1979 (l'absence de guerre entre Etats après un long siècle de guerres terribles)<sup>107</sup>, et d'autre part aux approches « libérales » et « constructivistes » qui s'opposent au pessimisme des « réalistes ».

Pour les tenants de la « paix capitaliste », du « doux commerce », et des vertus de la « première modernisation », le déclenchement de la Première Guerre mondiale, peu de temps après que Norman Angell avait expliqué que les puissances européennes ne pourraient aller contre leur intérêt en se combattant, reste une épine dans le pied. Certes, le libre-échange était en crise, les guerres douanières se multipliaient, et les intérêts d'Etats et de firmes étaient parfois très liés. Certes, les interdépendances économiques ne s'accompagnaient pas de rapprochements coopératifs entre Etats à des fins économiques, les projets « européens » émergeant seulement durant la guerre<sup>108</sup>. Certes, la guerre a commencé là où l'interdépendance économique est la moins forte, à l'Est et Sud-est de l'Europe<sup>109</sup>. Certes, la City n'était pas favorable à la guerre. Mais il n'en demeure pas moins que les « leçons » tirées pourraient être que la compétition économique entre Etats ne disparaît pas avec les échanges, les investissements, et les formes diverses d'intégration, et que la guerre n'intervient pas seulement dans les périodes de crise et de repli « démondialisant » sur des blocs économiques. Il n'est pas difficile dès lors d'annoncer que les interdépendances économiques n'empêcheraient pas une guerre sino-japonaise ou sino-américaine, voire que la mondialisation économique d'aujourd'hui, comme celle au tournant du siècle dernier, peut accroître les appétits et les tensions.

Si la « paix capitaliste » n'a pas fonctionné, les formes de gouvernance par le concert des grandes puissances n'ont pas permis de passer le cap de la crise de l'été 1914. Notamment parce que les Britanniques ne l'ont proposé que mollement, et que Berlin et Vienne n'en voulaient pas. Pourtant, durant les guerres balkaniques de 1912-13 ce mécanisme peu formalisé avait encore eu une certaine utilité. Mais son déclin était de plus en plus marqué, notamment à cause de la montée en force des nationalismes, de l'« esprit de 1914 » souvent contraire à la fois aux valeurs aristocratiques et bourgeoises qui l'irriguaient, et du retour de bâton de la diplomatie impérialiste du gain absolu importée en Europe<sup>110</sup>. Même les relations intrafamiliales entre les Cours d'Europe devinrent prisonnières des champs magnétiques nationaux tout en restant encore sujettes aux passions et rivalités personnelles (autour notamment du personnage de Guillaume II)<sup>111</sup>. Britanniques et Français sont donc accusés de n'avoir pas compris qu'ils acculaient ainsi l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie à la guerre (une guerre qui pour la seconde était quasi-suicidaire, et sans objectif réel)<sup>112</sup>, faute de chercher à gérer finement les équilibres et à pratiquer une « reconnaissance apaisante » d'une Allemagne frustrée<sup>113</sup>. C'est l'Autriche-Hongrie qui avait le plus intérêt au maintien du Concert, et qui pourtant l'a condamné. En Asie, c'est sans doute l'ANSEA

<sup>107</sup> Stein Tonnesson, « What Is That Best explains the East Asian Peace since 1979 ? A Call for a Research Agenda », *Asian Perspective*, 2009, n°33(1), Tima Kivimäki, « Democracy and War in East Asia », *Pacific Focus*, Décembre 2012, Mikael Weissmann, *The East Asian Peace. Conflict Prevention and Informal Peacebuilding*, Basingstoke, Palgrave, 2012. Pour une vision contraire, Hugh White, « Why War in Asia Remains Thinkable », *Survival*, Décembre 2008-Janvier 2009

<sup>108</sup> David Stevenson, « The First World War and European Integration », *The International History Review*, 2012, n°34(4)

<sup>109</sup> Eric Gartzke et Yonatan Lupu, « Trading on Preconceptions. Why World War I Was Not a Failure of Economic Interdependence », *International Security*, printemps 2012

<sup>110</sup> Georges-Henri Soutou, *L'Europe de 1815 à nos jours*, Paris, PUF, 2007, chapitre 5, Paul W. Schroeder, « International politics, peace and war... », op; cit.

<sup>111</sup> Jonathan Paulmann, « Searching for the "Royal International": The Mechanics of Monarchical Relations in Nineteenth-Century Europe », In: Martin H. Geyer et Johannes Paulmann (eds.), *The Mechanics of Internationalism* Oxford, Oxford University Press, 2001, Roderick McLean. *Royalty and Diplomacy in Europe, 1890-1914*. Cambridge University Press, 2001

<sup>112</sup> Paul W. Schroeder, « Embedded Counterfactuals and World War I as an Unavoidable War », in: *Systems, Stability and Statecraft. Essays on the International History of Modern Europe*, Basingstoke, Palgrave, 2005 et « Stealing Horses to Great Applause: Austria-Hungary's Decision in 1914 in Systemic Perspective », In: Holger Hafflerbach et David Stevenson (eds.), *An Improbable War? op. cit.*

<sup>113</sup> Thomas Lindemann, *Penser la guerre. L'apport constructiviste*, Paris, L'Harmattan, 2008, p. 98-113

qui se trouve dans une position similaire, mais pour « Aseaniser » la région, non pour subir la loi d'un Concert de grandes puissances. Malgré tous les espoirs qui ont été placés dans sa capacité à « socialiser » les grandes puissances régionales grâce à des normes souples, et malgré la multiplication des *fori*, des groupes, et des architectures, elle semble toutefois avoir quelque peu épuisé sa fonction<sup>114</sup>. Derrière le mouvement brownien d'experts, de bureaucrates et de dirigeants, les fondations du système américain demeurent, tandis que Chine et Japon rivalisent pour empêcher l'autre d'exercer seul un leadership ou de définir les contours d'une organisation<sup>115</sup>. L'Asie du Nord-est n'est guère couverte institutionnellement, et les « Six Party Talks » sur la Corée n'ont pas résolu grand-chose. En Asie du Sud-est, les questions territoriales en Mer de Chine du Sud ne sont pas gérées collectivement, la Chine préférant le format bilatéral. Bref, il n'est pas sûr que le tissu institutionnel et organisationnel en Asie résiste à de fortes tensions internationales.

Il est possible d'affirmer que les cercles étroits de dirigeants qui ont pris les décisions durant l'été 1914 ne pouvaient pas prévoir le futur, à savoir une guerre totale de quatre années, mondiale, et particulièrement meurtrière. Ils auraient cédé à l'illusion de la guerre courte. Même les Britanniques espéraient, plus qu'un Trafalgar allemand, une guerre économique rapide qui fasse céder Berlin<sup>116</sup>. Et pourtant, l'étude des conflits des premières années du siècle avaient montré que le risque de guerre longue et meurtrière existait. Nombre de dirigeants allemands se doutaient bien que la guerre ne serait pas courte, mais redoutaient une guerre longue qui obligerait à mobiliser l'ensemble de la population et donc à démocratiser le système politique<sup>117</sup>. Or, au-delà de la dissuasion nucléaire, des raffinements et de la complexité de la dissuasion élargie, l'utilisation de l'arme atomique en 1945 peut provoquer une autodissuasion. Et entre la guerre de Corée, durant laquelle les Américains ont ignoré les signaux de Pékin et franchi le 38° parallèle, et la guerre du Vietnam durant laquelle, par le Pakistan ou la Tanzanie, les Chinois ont pu être plus explicites sur les limites acceptables de la provocation, il existe un apprentissage qui pourrait limiter l'extension des conflits<sup>118</sup>. Et les Russes, peut-être par crainte de la modernisation de l'arsenal nucléaire chinois, semblent intéressés par des formes d'*arms control* trilatéral, « à l'ancienne », avec Washington et Pékin<sup>119</sup>.

L'objectif de cette étude est de prendre appui sur l'historiographie la plus récente des causes de la Première Guerre mondiale pour la confronter aux réflexions (et parfois affirmations) prospectives sur l'avenir de l'Asie, et surtout sur les conséquences possibles de la montée en puissance de la Chine. L'accent sera davantage mis sur la première que sur les secondes. Dans un premier temps, les hypothèses sur la guerre de transition hégémonique seront confrontées aux réalités historiques. Dans un second temps, seront regroupées toutes les causes, profondes et immédiates, qui sont avancées pour expliquer la marche à la guerre, et il s'agira de voir si elles sont opérantes dans le contexte de l'Asie d'aujourd'hui et de demain. Enfin, en conclusion, l'étude partira des facteurs qui paraissent jouer contre l'idée d'une guerre « inévitable » en Asie, pour revenir à une historiographie de la Première Guerre mondiale qui a décentré les questionnements déterministes et s'interroge désormais sur les freins à la guerre qui n'ont pas assez fonctionné en 1914.

---

<sup>114</sup> Mark Beeson, "Living with Giants. ASEAN and the Evolution of Asian Regionalism", *TRANS: Trans-Regional and – National Studies of Southeast Asia*, Juillet 2013

<sup>115</sup> Jinsoo Park, "Political Rivals and Regional Leaders: Dual Identities and Sino-Japanese Relations within East Asian Cooperation", *The Chinese Journal of International Politics*, été 2013

<sup>116</sup> Nicholas A. Lambert, *Planning Armageddon: British Economic Warfare and the First World War*, Cambridge, Harvard University Press, 2012

<sup>117</sup> Holger H. Herwig, « Germany and the « Short War » Illusion : Toward a New Interpretation ? » *The Journal of Military History*, Juillet 2002.

<sup>118</sup> Lorenz Lüthi, "Reading and Warning the Likely Enemy – a Commentary: Signaling Across Four Continents", *The International History Review*, 2013, n°35(4)

<sup>119</sup> Alexei Abartov et Vladimir Dvorkin, *The Great Strategic Triangle*, Carnegie Moscow Center, Avril 2013, Robert Ayson, "Arms control in Asia: yesterday's concept for today's region", *Australian Journal of International Affairs* 2013, n° 67(1)

Laboratoire de l'IRSEM N°21

## L'ASIE DU XXI<sup>ÈME</sup> SIÈCLE RESSEMBLE-T-ELLE A L'EUROPE D'AVANT 1914?

L'objectif de cette étude est de prendre appui sur l'historiographie la plus récente des causes de la Première Guerre mondiale pour la confronter aux réflexions (et parfois affirmations) prospectives sur l'avenir de l'Asie, et surtout sur les conséquences possibles de la montée en puissance de la Chine. L'accent sera davantage mis sur la première que sur les secondes. Dans un premier temps, les hypothèses sur la guerre de transition hégémonique seront confrontées aux réalités historiques. Dans un second temps seront regroupées toutes les causes, profondes et immédiates, qui sont avancées pour expliquer la marche à la guerre, et il s'agira de voir si elles sont opérantes dans le contexte de l'Asie d'aujourd'hui et de demain. Enfin, en conclusion, l'étude partira des facteurs qui paraissent jouer contre l'idée d'une guerre « inévitable » en Asie, pour revenir à une historiographie de la Première Guerre mondiale qui a décentré les questionnements déterministes et s'interroge désormais sur les freins à la guerre qui n'ont pas assez fonctionné en 1914.



IRSEM

1, place Joffre – case 38  
75700 Paris SP 07

<http://www.defense.gouv.fr/irsem>

ISSN : 2116-3138

ISBN : 978-2-11-138596-2

